



PREMIER MINISTRE

MINISTÈRE CHARGÉ  
DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

# Aide-mémoire de la XIII<sup>e</sup> législature

Patrick Ollier, ministre auprès du Premier ministre,  
chargé des Relations avec le Parlement

Affaires étrangères / Monde

Culture et Communication

Développement durable

Éducation et Recherche

Finances publiques

État et Collectivités

Justice

Santé et Solidarité

Sécurité et Défense

Société

Travail - Économie - Emploi

2007-2011

Index thématique

Document mis à jour le 30 août 2011

# Aide-mémoire de la XIII<sup>e</sup> législature



Patrick Ollier,  
ministre auprès  
du Premier ministre,  
chargé des Relations  
avec le Parlement

À l'attention de mesdames et messieurs les députés et sénateurs

---

Le travail des parlementaires et du gouvernement a permis, hors conventions internationales, de discuter et promulguer 225 lois de juillet 2007 à août 2011 dans tous les secteurs clés de notre société.

L'initiative parlementaire a été riche puisque sur l'ensemble des textes définitivement adoptés, 71 émanent directement de propositions de loi issues de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

Par le travail qu'il réalise, le Parlement est un acteur majeur de la modernisation économique, sociale et environnementale de notre pays.

Le ministère des Relations avec le Parlement propose au travers de ce panorama d'ensemble, un outil de travail permettant aux parlementaires d'avoir une vision globale et synthétique des textes votés.

Patrick OLLIER



# Sommaire

Fiche 01 - Affaires étrangères / Monde	p. 1 à 2
Fiche 02 - Culture et Communication	p. 3 à 4
Fiche 03 - Développement Durable	p. 5 à 8
Fiche 04 - Éducation et Recherche	p. 9 à 11
Fiche 05 - Finances Publiques	p. 12 à 18
Fiche 06 - État et Collectivités	p. 19 à 31
Fiche 07 - Justice	p. 32 à 37
Fiche 08 - Santé et Solidarité	p. 38 à 42
Fiche 09 - Sécurité et Défense	p. 43 à 47
Fiche 10 - Société	p. 48 à 50
Fiche 11 - Travail - Économie - Emploi	p. 51 à 61
Index thématique	p. 62 à 76

# Affaires étrangères / Monde

(Coopération & Développement, Immigration, Politique étrangère)

## Loi du 16 juin 2011 relative à l'**immigration, à l'intégration et à la nationalité** (n° 2011-672)

- ▶ Transpose 3 directives européennes : la directive "retour", la directive "carte-bleue" et la directive "Sanction" (contre l'emploi d'étranger sans-titre).
- ▶ Renforce l'efficacité de la procédure de l'éloignement.
- ▶ Rénove la politique d'accès à la nationalité, notamment avec l'élévation du niveau de maîtrise de la langue française.
- ▶ Rationalise la demande d'asile.

## Loi du 27 juillet 2010 relative à l'**action extérieure de l'État** (n° 2010-873)

- ▶ Crée une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France et en son sein, trois établissements à caractère industriel et commercial : "Campus France", chargé de promouvoir l'enseignement supérieur et la gestion des programmes de mobilité internationale ; "France expertise internationale" chargé de coordonner l'expertise technique publique française à l'international et l'"Institut français" pour l'action culturelle extérieure, qui succède à l'association "Cultures France" tout en élargissant son périmètre d'action.
- ▶ Crée une allocation versée directement aux conjoints expatriés dans les postes diplomatiques et consulaires.
- ▶ Contient des dispositions relatives au remboursement des frais engagés par l'État à l'occasion des opérations de secours à l'étranger.

## Loi du 7 avril 2008 relative à la **nationalité des équipages de navires** (n° 2008-324)

- ▶ Permet aux capitaines de navires battant pavillon français d'être de nationalité communautaire, suisse ou ressortissant de l'Association européenne de libre échange (AELE.).
- ▶ Modifie le critère de nationalité des équipages de navires battant pavillon français, les fonctions de capitaine et de son suppléant étant désormais accessibles à des personnes qui peuvent ne pas être de nationalité française.
- ▶ Adapte les procédures et prérogatives conférées aux capitaines en matière pénale et de sécurité du navire.

## Loi du 20 novembre 2007 relative à la **maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** (n° 2007-1631)

---

- Pose les jalons d'une "immigration choisie" en favorisant une immigration économique régulière et en traçant un parcours d'intégration républicaine pour les étrangers.
- Encadre le regroupement familial avec notamment la création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille.
- Présentent des mesures sur le financement du codéveloppement.

# Culture et Communication

(Communication, Culture, Médias, Société de l'information)

Loi du 20 juillet 2011 relative à la **régulation du système de distribution de la presse** adoptée à l'initiative de M. Jacques LEGENDRE, président de la Commission de la culture, sénateur du Nord (n° 2011-852)

---

- ▶ Modifie le statut du Conseil supérieur des messageries de presse pour lui conférer le caractère d'instance professionnelle.
- ▶ Prévoit la mise en place d'une "Autorité de régulation de la distribution de la presse" (ARDP).

Loi du 30 septembre 2010 relative à l'**équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques**, adoptée à l'initiative de M. Michel HERBILLON, député du Val-de-Marne et M<sup>me</sup> Michèle TABAROT, présidente de la Commission des affaires culturelles, députée des Alpes-Maritimes (n° 2010-1149)

---

- ▶ Assure la transition vers le numérique de l'ensemble des salles de cinéma en posant le principe d'une contribution obligatoire des distributeurs dès lors qu'ils livrent leurs films sous forme de fichier numérique dans un cinéma.

3

Loi du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des **têtes maories** à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections, adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Catherine MORIN-DESAILLY, sénatrice de la Seine-Maritime (n° 2010-501)

---

- ▶ Prévoit la restitution à la Nouvelle-Zélande des têtes maories qui font partie des collections publiques des musées de France afin qu'elles reçoivent une sépulture dans le respect des traditions maories.
- ▶ Prévoit que la "Commission scientifique nationale des collections" conseille les personnes publiques ou les personnes privées gestionnaires de fonds régionaux d'art contemporain en matière de déclassement ou de cession de biens culturels appartenant à leurs collections.

Loi du 27 janvier 2010 relative aux **délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre**, adoptée à l'initiative de M. Hervé GAYMARD, député de la Savoie (n° 2010-97)

---

- ▶ Prévoit que le délai de paiement est défini conventionnellement entre les parties pour les opérations d'achat, de vente, de livraison, de commission, de façon de livres et d'impression.

## Loi du 28 octobre 2009 relative à la **protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet** (n° 2009-1311)

---

- ▶ Crée une Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (HADOPI), chargée de prévenir le piratage des œuvres en adressant des recommandations suivies de sanctions aux abonnés.
- ▶ Encourage le développement d'une offre légale de contenus culturels (labellisation des sites légaux ; mise à disposition plus rapide des films en DVD et en VoD, etc.).

## Loi du 12 juin 2009 favorisant la **diffusion et la protection de la création sur Internet** (n° 2009-669)

---

- ▶ Place la liberté d'accéder à Internet dans le champ de compétence du juge judiciaire.
- ▶ Complète le volet préventif de la loi "Création et Internet" par des sanctions dissuasives et proportionnées contre les pirates et les abonnés qui font preuve d'une négligence caractérisée à l'égard de l'utilisation de leur accès à Internet par des tiers.

## Loi du 5 mars 2009 relative à la **communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** (n° 2009-258)

---

- ▶ Réforme l'audiovisuel public pour offrir aux téléspectateurs des programmes différents répondant à de nouvelles ambitions.
- ▶ Réorganise France Télévisions et crée un média numérique global.
- ▶ Supprime la publicité entre 20 heures et 6 heures.
- ▶ Indexe la redevance sur l'inflation.

## Loi organique du 5 mars 2009 relative à la **nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** (n° 2009-257)

---

- ▶ Prévoit la nomination des présidents de France Télévisions, de Radio France et de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) par le président de la République après avis conforme du CSA et avis public des Commissions parlementaires compétentes, dans les conditions prévues par l'article 13 de la Constitution.

# Développement Durable

(Énergie, Transport, Urbanisme, Environnement, Logement, Ville)

Loi du 13 juillet 2011 visant à **interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique**, adoptée à l'initiative de M. Christian JACOB, président du groupe UMP, député de la Seine-et-Marne (n° 2011-835)

- ▶ Interdit l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par des forages suivis de fracturation hydraulique de la roche sur le territoire national.
- ▶ Crée une Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.
- ▶ Organise l'abrogation des permis de recherche de gaz et d'huiles de schiste en limitant les risques juridiques et financiers liés à une telle abrogation et prévoit des sanctions pour les contrevenants.
- ▶ Prévoit la remise au Gouvernement par le Parlement d'un rapport annuel portant notamment sur l'évolution des techniques d'exploration et d'exploitation du sous-sol français, européen et international.

5

Loi du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'**adaptation de la législation au droit de l'Union européenne**, adoptée à l'initiative de M. Gérard LONGUET, président du groupe UMP, sénateur de la Meuse, M. Jean BIZET, président de la Commission des affaires européennes, sénateur de la Manche et M. Jean-Paul EMORINE, président de la Commission de l'économie, sénateur de Saône-et-Loire (n° 2011-12)

- ▶ Habilité le Gouvernement à transposer par ordonnance différentes directives européennes dans les domaines de l'environnement et du climat, des transports, de la sécurité maritime, des pollutions maritimes et de l'urbanisme.
- ▶ Transpose la directive "services" pour les dispositions concernant les professions de géomètre expert, d'enseignant de conduite automobile et d'expert automobile.
- ▶ Aménage un délai transitoire pour l'intégration des dispositions du "Grenelle II" dans les documents d'urbanisme locaux.

## Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite "**Grenelle II**" (n° 2010-788)

---

- ▶ Permet d'adapter notre droit aux nouvelles exigences définies par le projet de loi "Grenelle I" et en achève ainsi la traduction législative.
- ▶ Offre tous les outils juridiques et techniques aux acteurs de terrain, pour mettre en œuvre le Grenelle de l'environnement à travers six chantiers majeurs : la lutte contre le réchauffement climatique (dans les secteurs du bâtiment, de l'urbanisme, des transports, de l'énergie etc.) ; la préservation de la biodiversité ; le développement d'une agriculture durable ; la prévention des risques et la protection de la santé ; la gestion durable des déchets et l'instauration d'une gouvernance adaptée à cette mutation écologique.

## Loi du 3 juin 2010 relative au **Grand Paris** (n° 2010-597)

---

- ▶ Vise à susciter, par la création d'un réseau de transport public de voyageurs unissant les zones les plus attractives de la capitale et de la région Ile-de-France, un développement économique et urbain structuré autour de territoires et de projets stratégiques identifiés, définis et réalisés conjointement par l'État et les collectivités territoriales.
- ▶ Prévoit de recourir à une procédure adaptée afin d'assurer la réalisation du réseau de transport public par métro automatique du Grand Paris et définit des procédures de concertation spécifiques.
- ▶ Crée l'établissement public "Société du Grand Paris" chargé de réaliser des opérations d'aménagement ou de construction liées au réseau de transport du Grand Paris et organise les relations entre cette Société et la RATP, la SNCF et RFF.
- ▶ Prévoit les outils permettant l'élaboration de projets de territoires.
- ▶ Permet la mise en œuvre du projet de pôle de développement scientifique et technologique sur le plateau de Saclay.

6

## Loi du 8 décembre 2009 relative à l'**organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports** (n° 2009-1503)

---

- ▶ Crée une nouvelle autorité administrative indépendante dotée de pouvoirs importants notamment en matière de sanctions et d'investigations afin de garantir un accès non-discriminant au réseau : l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF) qui remplace la mission de contrôle des activités ferroviaires (MCAF).
- ▶ Étend la concession du tunnel du Mont Blanc.
- ▶ Transpose un accord professionnel sur le décompte du temps de travail des personnels navigants.
- ▶ Met en conformité l'organisation des transports collectifs en Île-de-France avec le règlement européen du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route.

## Loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite "**Grenelle I**" (n° 2009-967)

---

- ▶ Donne force de loi au "Grenelle de l'environnement", en énonçant plusieurs principes : réalité de l'urgence écologique notamment pour le climat et la biodiversité ; nécessité de réduire les consommations d'énergie, d'eau et autres ressources naturelles dans tous les secteurs et préservation des services rendus par les écosystèmes.
- ▶ Institutionnalise le comité de suivi du Grenelle de l'environnement.
- ▶ Renverse la charge de la preuve en matière d'infrastructures, en renvoyant aux décideurs la responsabilité de démontrer qu'un choix alternatif et plus favorable à l'environnement serait impossible à un coût raisonnable.
- ▶ Améliore la protection de la santé des salariés et des citoyens.
- ▶ Crée un régime nouveau de droits et d'obligations pour des associations et fondations représentatives œuvrant pour l'environnement.
- ▶ Réaffirme l'importance de l'information environnementale quelle que soit sa source.

## Loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le **logement et la lutte contre l'exclusion** (n° 2009-323)

---

- ▶ Mobilise l'ensemble des acteurs (État, élus, collectivités locales, organismes HLM, 1 % logement, associations), avec pour objectif de débloquer l'ensemble de la chaîne du logement, qu'il s'agisse de l'hébergement, du locatif social ou bien encore de l'accession à la propriété.

7

## Loi du 17 février 2009 pour l'**accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés** (n° 2009-179)

---

- ▶ Permet d'accélérer les conditions dans lesquelles peuvent être réalisés les investissements publics et privés.
- ▶ Simplifie les procédures, notamment dans les domaines des règles d'urbanisme, des partenariats publics privés, des délais de l'archéologie préventive et des installations classées.

## Loi du 31 décembre 2008 relative à l'**amélioration et la simplification du droit de la chasse** (n° 2008-1545)

---

- ▶ Améliore l'accès à la pratique de la chasse et renforce les règles de sécurité, notamment par le biais des schémas départementaux de gestion cynégétique.

## Loi du 1<sup>er</sup> août 2008 relative à la **responsabilité environnementale** et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 2008-757)

---

- ▶ Organise la prévention et la réparation de certains dommages causés à l'environnement, par un renforcement de la répression de la pollution marine et par l'introduction de nouvelles dispositions relatives aux produits biocides, aux déchets, à la qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre.

---

## Loi du 4 juillet 2008 portant **réforme portuaire** (n° 2008-660)

---

- ▶ Vise à redresser la compétitivité des ports français et à leur permettre de tirer profit de la mondialisation des échanges maritimes.
- ▶ Recentre l'activité des ports autonomes, rebaptisés grands ports maritimes, sur leurs missions principales : assurer l'accès maritime, la sécurité et la sûreté ; aménager le domaine portuaire et gérer les dessertes fluviales et terrestres et élaborer la politique tarifaire.
- ▶ Simplifie l'organisation de la manutention portuaire grâce à la mise en place d'opérateurs intégrés de terminaux, responsables de l'ensemble des opérations, auxquels les ports transfèrent l'outillage.

---

## Loi du 1<sup>er</sup> juillet 2008 relative à l'organisation des **transports scolaires en Île-de-France**, adoptée à l'initiative de M. Michel HOUEL, sénateur de la Seine-et-Marne et M. Jean-Claude FRECON, sénateur de la Loire (n° 2008-643)

---

- ▶ Permet aux départements d'Île-de-France de subdéléguer à des autorités organisatrices de proximité, de droit public ou privé, tout ou une partie des services de transports scolaires qui leur ont été confiés par le STIF.
- ▶ Prolonge de trois ans la période transitoire.
- ▶ Organise la possibilité pour les personnels d'État transférés au titre de la compétence en matière de transports scolaires d'être mis à disposition des autorités organisatrices de proximité liées par convention avec le STIF.

8

---

## Loi du 25 juin 2008 relative aux **organismes génétiquement modifiés** (n° 2008-595)

---

- ▶ Inscrit notre pays dans un cadre réglementaire européen, en réalisant une transposition complète des directives sur ces questions.
- ▶ Fixe le principe du libre choix de produire et de consommer avec ou sans OGM.
- ▶ Dote la France d'un cadre transparent pour les OGM et les biotechnologies.
- ▶ Crée le Haut Conseil des Biotechnologies et le Comité de Surveillance Biologique du Territoire.

---

## Loi du 17 décembre 2007 relative au **parc naturel régional de Camargue** (n° 2007-1773)

---

- ▶ Prévoit que le "syndicat mixte de gestion du parc naturel régional de Camargue" assure l'aménagement et la gestion du parc ainsi que l'ensemble des missions qui s'y rattachent.

# Éducation et Recherche

(Enseignement supérieur, Enseignement scolaire, Recherche)

Loi du 13 décembre 2010 relative aux **activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Léonce DUPONT, sénateur du Calvados et M. Philippe ADNOT, sénateur de l'Aube (n° 2010-1536)

- ▶ Attribue aux universités des droits réels sur le patrimoine immobilier qui leur est affecté ou qui est mis à leur disposition par l'État.
- ▶ Renforce la visibilité internationale du système français d'enseignement supérieur et de recherche, en permettant aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) de délivrer des diplômes nationaux.
- ▶ Favorise le développement des fondations universitaires créées par la loi "LRU" et des fondations de coopération scientifique prévues par la loi de 2006 pour la recherche.
- ▶ Étend la possibilité de créer des fondations de coopération scientifique, accroît leurs possibilités d'action et permet à des établissements isolés de s'adosser à de grands projets de recherche.

9

Loi du 28 septembre 2010 visant à **lutter contre l'absentéisme scolaire**, adoptée à l'initiative de M. Éric CIOTTI, député des Alpes-Maritimes (n° 2010-1127)

- ▶ Prévoit la suspension des allocations familiales pour lutter contre l'absentéisme scolaire et dans une optique de responsabilisation des parents.

Loi du 18 mai 2010 tendant à **permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel**, adoptée à l'initiative de M. Arnaud ROBINET, député de la Marne (n° 2010-500)

- ▶ Permet l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel par voie électronique, tout en conservant la possibilité de voter dans les bureaux de vote.

Loi du 28 octobre 2009 tendant à garantir la **parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association** lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence, *adoptée à l'initiative de M. Jean-Claude CARLE, sénateur de la Haute-Savoie (n° 2009-1312)*

---

- ▶ Prévoit que la commune de résidence ne sera obligée de financer un élève scolarisé dans le privé à l'extérieur de son territoire que dans les cas où la loi prévoit que la dépense serait également obligatoire pour les élèves scolarisés dans une école publique à l'extérieur de la commune de résidence.
- ▶ Précise que la commune de résidence participe obligatoirement à cette dépense si elle ne dispose pas de capacités d'accueil sur son territoire, ou lorsque l'élève est scolarisé à l'extérieur de la commune pour des motifs tirés des contraintes liées aux obligations professionnelles des parents, à l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ou à des raisons médicales.

Loi du 7 juillet 2009 portant création d'une **première année commune aux études de santé** et facilitant la réorientation des étudiants, *adoptée à l'initiative de M. Jacques DOMERGUE, député de l'Hérault et M. Jean-Claude ÉTIENNE, sénateur de la Marne (n° 2009-833)*

---

- ▶ Applique les recommandations du rapport confié au Professeur Jean-François Bach, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, sur la réforme de la première année des études médicales.
- ▶ Crée une première année commune aux quatre filières : médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique.
- ▶ Instaure des passerelles entrantes permettant aux étudiants d'autres filières de rejoindre directement la deuxième année d'études de médecine et sortantes pour faciliter la réorientation des élèves qui ne continueraient pas leur cursus d'études de santé.

10

Loi du 20 août 2008 portant **droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** (n° 2008-790)

---

- ▶ Instaure, dès la rentrée de septembre 2008, un service minimum d'accueil des enfants des écoles maternelles et primaires en cas de grève importante du personnel enseignant.
- ▶ Impose une déclaration d'intention de grève qui devra être signifiée au plus tard dans les quarante-huit heures qui précèdent le déclenchement d'une grève.
- ▶ Prévoit également que le service minimum sera mis en œuvre par les communes qui recevront alors une subvention de l'État, financée par les retenues pour grève.

Loi du 3 juin 2008 relative aux **opérations spatiales** (n° 2008-518)

---

- ▶ Clarifie le régime juridique des activités spatiales et garantit leur compétitivité.

Loi du 8 février 2008 relative aux **personnels enseignants de médecine générale**, adoptée à l'initiative de M. François GIRAUD, sénateur des Bouches-du-Rhône (n° 2008-112)

---

- ▶ Crée un statut de type universitaire pour les personnels enseignants de médecine générale.

Loi du 10 août 2007 relative aux **libertés et responsabilités des universités** (n° 2007-1199)

---

- ▶ Renforce la légitimité du président d'université, élu à la majorité absolue du conseil avec un mode de scrutin prévu pour dégager de claires majorités.
- ▶ Élargit les attributions du Président dans le domaine de la gestion des ressources humaines notamment.
- ▶ Clarifie la répartition des compétences entre exécutif (le président) et délibératif (conseil d'administration, conseil scientifique et conseil des études et de la vie universitaire).
- ▶ Rend possible le renouvellement du mandat quadriennal du Président et le synchronise avec celui des membres du conseil.
- ▶ Diminue le nombre global de membres du conseil d'administration (entre 20 et 30 membres).
- ▶ Permet aux universités de bénéficier de plein droit de l'autonomie pour leurs budgets et la gestion des ressources humaines dans un délai de cinq ans.
- ▶ Donne la possibilité aux universités d'étendre le champ de leur autonomie en prenant en charge des compétences optionnelles telles que l'accession à la propriété immobilière des locaux.
- ▶ Autorise les universités à créer des fondations pour recueillir des fonds, pour peu que celles-ci aient une finalité d'intérêt général et un but non lucratif.

# Finances Publiques

## Loi du 29 juillet 2011 de **finances rectificative (I) pour 2011** (n° 2011-900)

---

- ▶ Poursuit le premier objectif de réformer la fiscalité du patrimoine en supprimant le bouclier fiscal et en adaptant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au travers de la suppression d'une tranche et de la réduction du barème à deux taux.
- ▶ Lisse les effets de seuil avec un dispositif de décote et met en place un dispositif de plafonnement de la taxe foncière en fonction des revenus pour les bénéficiaires du bouclier fiscal qui ne sont pas redevables de l'ISF.
- ▶ Est financée par une taxation plus importante des donations et successions des hauts patrimoines ; une mise à contribution des non-résidents et l'instauration de dispositifs de lutte contre l'évasion fiscale internationale.
- ▶ Poursuit le second objectif de soutenir l'emploi et la formation par l'alternance à travers la refonte de la contribution supplémentaire à l'alternance, la mise en place un contrat de sécurisation professionnelle et le recours accru aux contrats aidés dans le secteur non marchand.
- ▶ Met en place un dispositif d'indemnisation des victimes du Médiateur et prévoit l'augmentation des quotes-parts de la France au FMI.

12

## Loi du 20 juillet 2011 de **règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010** (n° 2011-859)

---

- ▶ Cette loi de règlement confirme le résultat budgétaire de l'État pour 2010, qui s'établit à -148,8 milliards d'euros, soit une amélioration de 1 milliard d'euros par rapport à la dernière loi de finances rectificative.
- ▶ L'exercice 2010 a été marqué par une progression des recettes budgétaires de plus de 16% par rapport à 2009 et une stricte maîtrise de la dépense de l'État : hors programme d'investissements d'avenir et plan de relance de l'économie, la dépense s'établit à 352,5 milliards d'euros, pour un plafond fixé à 352,6 milliards d'euros en loi de finances initiale.
- ▶ Concernant les effectifs, le maintien de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite s'est traduit par une réduction de 31 194 emplois. Tous les ministères ont respecté leur plafond d'emplois en 2010.

---

**Loi du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 (n° 2010-1657)**

---

- Prévoit le financement de la réforme de retraites, avec notamment le relèvement d'un point de l'impôt sur les hauts revenus et sur certains revenus du capital, la suppression du crédit d'impôt sur les dividendes et la taxation dès le premier euro des plus-values mobilières, ainsi que le déplafonnement de la quote-part de frais et charges sur les dividendes des sociétés mères.
- Prévoit le financement de la dette sociale, en mettant à contribution principalement le secteur de l'assurance (instauration d'une "exit tax" sur leur réserve de capitalisation et assujettissement des contrats d'assurance maladie solidaires et responsables à la taxe sur les conventions d'assurance au taux de 3,5 %).
- Prévoit un effet important sur les dépenses fiscales à travers la réduction des avantages fiscaux en faveur de l'énergie photovoltaïque, la suppression du régime dérogatoire de faveur applicable aux offres dites triple play en matière de TVA, ou la réduction homothétique de 10 % (le "rabort") qui s'applique aux niches fiscales compris dans le champ de l'actuel plafonnement global des avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu, à l'exception des mesures de soutien à l'emploi et au logement social outre-mer.
- Soutient la recherche et l'innovation, notamment en pérennisant le remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour les PME.
- Renforce les aides pour l'accession à la propriété avec la création d'un prêt à taux zéro renforcé, qui se substitue au crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de l'habitation principale et au prêt à taux zéro.
- Consolide la réforme de la taxe professionnelle.

---

**Loi du 29 décembre 2010 de finances rectificative (IV) pour 2010 (n° 2010-1658)**

---

- Apure l'ensemble des dettes de l'État vis-à-vis des régimes de base de sécurité sociale, grâce à la mobilisation des excédents du panier de recettes affectées à cette dernière au titre du financement des allègements généraux de charges.
- Prévoit la mise en place d'un fonds exceptionnel de soutien en faveur des départements en difficulté financière, doté de 150 millions d'euros.
- Réforme la fiscalité de l'urbanisme et prévoit la révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels.

---

**Loi du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (n° 2010-1645)**

---

- Programme l'évolution du besoin de financement des administrations publiques et de la dette publique jusqu'en 2014.
- Fixe à + 0,8 % l'évolution moyenne annuelle des dépenses des administrations publiques.
- Fixe les plafonds de crédits alloués aux missions du budget général de l'État en 2011, 2012 et 2013.
- Stabilise à périmètre constant les dotations aux collectivités territoriales (hors FCTVA et dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle).
- Fixe les objectifs annuels de dépenses du régime de sécurité sociale et des dépenses d'assurance maladie des régimes obligatoires.
- Prévoit l'affectation de la totalité des surplus éventuels de recettes issus des impositions de toute nature à la réduction du déficit public.
- Interdit pour les ODAC (opérateurs de l'État) de contracter des emprunts d'une durée supérieure à douze mois et prévoit l'encadrement du recours à l'emprunt pour les hôpitaux.

## Loi du 22 juillet 2010 de **règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009** (n° 2010-832)

---

- Les comptes de l'État sont marqués en 2009 par la crise économique et l'engagement de l'État pour soutenir la croissance, notamment grâce à son effort d'investissement.
- L'exercice 2009 s'achève sur un déficit budgétaire de 138 milliards d'euros, en augmentation de 81,7 milliards d'euros par rapport à 2008. Cette évolution s'explique essentiellement par la crise financière et économique et ses effets sur l'évolution des recettes, ainsi que par la mise en œuvre du plan de relance de l'économie.
- Le ralentissement de l'activité économique a accentué la dégradation du résultat de l'exercice qui s'établit à 97,7 milliards d'euros en 2009 (contre 69,0 milliards d'euros en 2008). Les principaux facteurs de cette évolution par rapport à l'exercice précédent sont :
  - la forte baisse des produits fiscaux nets de 34,7 milliards d'euros ;
  - le renforcement des actions de redistribution de l'État dans le cadre du plan de relance (+ 13 milliards d'euros) ;
  - a contrario, une diminution des charges financières nettes (- 16 milliards d'euros), liée principalement à la non reconduction en 2009 des opérations de reprises de dettes par l'État en 2008 (- 13 milliards d'euros).

## Loi du 7 juin 2010 de **finances rectificative (III) pour 2010** (n° 2010-606)

---

- Permet à la France d'apporter sa contribution aux mécanismes européen et international garantissant la stabilité financière de la zone euro. Elle octroie ainsi sa quote-part de garantie au mécanisme européen de stabilisation financière et relève sa contribution aux nouveaux accords d'emprunt qui lient le Fonds monétaire international (FMI) et ses membres les plus solvables.
- Instaure une entité spéciale, le fonds européen de stabilité financière (FESF) pour refinancer des États membres de la zone euro en difficulté, en leur apportant jusqu'à 440 milliards d'euros de financements, sous forme de prêts ou de lignes de crédits.

14

## Loi du 7 mai 2010 de **finances rectificative (II) pour 2010** (n° 2010-463)

---

- Prévoit que la France apporte à la Grèce un prêt pouvant s'élever jusqu'à 6,3 milliards d'euros dans le but de préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.

## Loi du 9 mars 2010 de **finances rectificative (I) pour 2010 (Investissements d'avenir)** (n° 2010-237)

---

- Met en œuvre les décisions découlant de la remise du rapport de la Commission coprésidée par MM. Alain Juppé et Michel Rocard sur les priorités stratégiques d'investissement.
- Ouvre 35 milliards d'euros de crédits pour financer ces investissements dont 11 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur, 7.9 milliards d'euros pour la recherche, 6.5 milliards d'euros pour les filières industrielles et PME, 5.1 milliards d'euros pour le développement durable et 4.5 milliards d'euros pour l'économie numérique.
- Met en place un système de taxation exceptionnel des bonus attribués au titre de l'année 2009.

---

**Loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 (n° 2009-1673)**

---

- Supprime la taxe professionnelle et instaure la contribution économique territoriale ainsi que l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.
- Proroge le remboursement immédiat et accéléré du crédit d'impôt recherche sur les dépenses de recherches engagées par les entreprises au titre de l'année 2009.
- Exonère d'impôt sur le revenu l'aide exceptionnelle de 200 euros perçue par les bénéficiaires de certaines prestations sociales et certains demandeurs d'emploi et la prime exceptionnelle de 500 euros versée aux travailleurs privés d'emploi.
- Reconduit en 2010 l'exonération de redevance audiovisuelle au bénéfice des personnes âgées de condition modeste.
- Réduit progressivement, de 2010 à 2012, le crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale ("crédit d'impôt TEPA") pour les logements neufs ne répondant pas au critère d'attribution du label "bâtiment basse consommation énergétique" (BBC).
- Proroge le prêt à taux zéro jusqu'au 31 décembre 2012 et maintient le doublement du prêt dans le neuf jusqu'au 30 juin 2010, dans le cadre du plan de relance de l'économie.
- Accélère l'augmentation du malus automobile à compter de 2011.
- Supprime l'exonération partielle d'impôt sur le revenu des indemnités de départ volontaire à la retraite.

---

**Loi du 30 décembre 2009 de finances rectificative (III) pour 2009 (n° 2009-1674)**

---

15

- Renforce les moyens de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales à l'encontre des États ou territoires "non coopératifs", c'est-à-dire refusant de se conformer aux exigences de transparence fixées par la communauté internationale en matière d'échange d'information fiscale (taxation à 50 % des dividendes et intérêts versées dans ces États ou territoires, non-déductibilité à l'impôt sur les sociétés des versements des sommes versées dans ces États ou territoires, exclusion du régime des mères et filiales des dividendes perçus de filiales établies dans ces États ou territoires, obligation de documentation en matière de prix de transfert, etc.).
- Renforce les moyens d'investigation à la disposition de l'administration fiscale, avec notamment la création d'une nouvelle procédure judiciaire d'enquête fiscale permettant à des agents des impôts dotés de prérogatives de police judiciaire de rechercher et constater, dans un cadre juridique strictement délimité, la fraude fiscale complexe, réalisée via des paradis fiscaux ou au moyen de procédés de falsification.

## Loi du 10 août 2009 de **règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008** (n° 2009-973)

---

- ▶ La loi de finances initiale prévoyait pour 2008 un déficit de 41,7 milliards d'euros. L'exécution du budget s'est finalement traduite par un solde de -56,3 milliards d'euros, en dégradation de 14,6 milliards d'euros par rapport à la prévision.
- ▶ Cette détérioration du déficit budgétaire est due à une dégradation des recettes fiscales (en baisse de 11,7 milliards d'euros par rapport à la loi de finances initiale), sous le coup du retournement brutal de la conjoncture économique et à une progression des dépenses supérieure de 4 milliards d'euros par rapport à l'objectif de la loi de finances initiale : le choc d'inflation observé au premier semestre 2008 a lourdement pesé sur la charge de la dette et, en particulier, sur les intérêts des obligations indexées.
- ▶ Le bilan fait apparaître, au 31 décembre 2008, un actif net des amortissements et des dépréciations de 639 milliards d'euros pour un passif de 1 325 milliards d'euros (incluant 1 044 milliards d'euros de dettes financières).

## Loi du 20 avril 2009 de **finances rectificative (II) pour 2009** (n° 2009-431)

---

- ▶ Réduit les deux tiers de l'impôt sur le revenu, représentant un gain moyen par ménage de plus de 200 euros, pour les quatre millions de ménages dont les revenus se situent dans la première tranche d'imposition.
- ▶ Supprime le paiement du deuxième acompte d'impôt de mai 2009 ainsi que les mensualités à compter du mois de mai.
- ▶ Prévoit le versement d'une prime de 150 euros à trois millions de familles aux revenus modestes ayant des enfants scolarisés et de bons d'achats de services à la personne de 200 euros par foyer pour des ménages aux revenus modestes.
- ▶ Prévoit le financement des mesures de soutien à l'industrie automobile à travers l'octroi de 6,5 milliards d'euros aux constructeurs automobiles pour leurs projets stratégiques ; de 150 millions d'euros de prêts bonifiés destinés à soutenir l'innovation et le développement de véhicules "décarbonés" et d'une subvention de 240 millions d'euros à Oseo afin de garantir 1 milliard d'euros de prêts supplémentaires aux sous-traitants automobiles.

## Loi du 9 février 2009 de **programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012** (n° 2009-135)

---

- ▶ Programme l'évolution du solde des administrations publiques et de la dette publique jusqu'en 2012.
- ▶ Fixe les crédits des missions du budget général de l'État pour 2009, 2010 et 2011.
- ▶ Prévoit l'obligation pour les dotations aux collectivités territoriales de ne pas excéder l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation.
- ▶ Fixe l'objectif d'évolution de l'ensemble des régimes obligatoires de base de l'assurance-maladie à 3,3 % par an, en valeur, et à périmètre constant.
- ▶ Prévoit l'utilisation de la totalité des surplus issus des impositions de toute nature pour la réduction du déficit budgétaire.
- ▶ Prévoit l'obligation pour les mesures nouvelles, créations ou extensions de dépenses fiscales ou sociales, et pour les réductions de cotisations de sécurité sociale de ne pas diminuer les ressources de l'État et de la sécurité sociale ou de faire l'objet d'une compensation.

---

## Loi du 4 février 2009 de finances rectificative (I) pour 2009 (**Plan de relance**) (n° 2009-122)

---

- ▶ Met en place le financement du “plan de relance” représentant un total de 26 milliards d’euros (soit 1,3 % du PIB).
- ▶ Prévoit 11,5 milliards d’euros de soutien à la trésorerie des entreprises, pour lever les contraintes de financement auxquelles elles font face, à travers notamment le remboursement accéléré de créances détenues sur l’État par ces entreprises.
- ▶ Engage 10,5 milliards d’euros d’investissements publics, partagés entre l’État (4 milliards d’euros), les entreprises publiques (4 milliards d’euros) et les collectivités locales qui seront soutenues pour cela par l’État (2,5 milliards d’euros) avec le versement anticipé du fonds de compensation de la TVA.
- ▶ Finance à hauteur de 2 milliards d’euros les secteurs les plus exposés à la crise : logement et automobile.

---

## Loi du 30 décembre 2008 de **finances rectificative pour 2008** (n° 2008-1443)

---

- ▶ Clarifie les relations financières entre l’État et les organismes de sécurité sociale en prévoyant, en particulier, le remboursement de dettes anciennement constituées (750 millions d’euros).
- ▶ Instaure un dégrèvement permanent de taxe professionnelle à hauteur de la valeur locative des équipements et biens mobiliers neufs acquis par les entreprises entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2008.
- ▶ Procède à la refonte de la procédure d’abus de droit, met en place un dispositif de contrôle sur demande à titre expérimental pour trois ans en matière de donation et de succession, et élargit le champ d’application du rescrit.
- ▶ Renforce les prérogatives des agents des impôts lors de la mise en œuvre de la procédure de visite et de saisie et prévoit la majoration du montant des amendes en cas de non déclaration d’un compte bancaire.
- ▶ Instaure, un malus annuel égal à 160 euros pour les véhicules émettant plus de 250gCO<sub>2</sub>/km.

17

---

## Loi du 27 décembre 2008 de **finances pour 2009** (n° 2008-1425)

---

- ▶ Supprime sur trois ans l’imposition forfaitaire annuelle.
- ▶ Crée un prêt à taux zéro destiné à financer des travaux d’amélioration de la performance énergétique des logements anciens à usage de résidence principale.
- ▶ Améliore les dispositifs d’accession à la propriété (crédit d’impôt sur les intérêts d’emprunt et prêt à taux zéro “accession”) lorsque les logements concernés respectent la norme “bâtiment basse consommation” (BBC).
- ▶ Plafonne le dispositif “Malraux” ainsi que les réductions d’impôt accordées au titre des investissements réalisés outre-mer.
- ▶ Instaure un plafonnement global de l’avantage fiscal procuré à l’impôt sur le revenu par un certain nombre de réductions ou crédits d’impôt.
- ▶ Instaure une réduction d’impôt sur le revenu en faveur de l’investissement immobilier locatif, dite “Scellier”, en remplacement des dispositifs d’amortissement “Robien” et “Borloo”.
- ▶ Aménage le régime des loueurs en meublé professionnels.
- ▶ Réoriente les dépenses de l’État vers des dépenses d’avenir : enseignement supérieur et recherche (dont les moyens progressent de 2 milliards d’euros en 2009) ; mise en œuvre du “Grenelle de l’environnement” et création du revenu de solidarité active (RSA).

---

## Loi du 16 octobre 2008 de **finances rectificative pour le financement de l'économie** (n° 2008-1061)

---

- Assure le financement de l'économie française dans le cadre du plan d'action concerté des États-membres de la zone euro.

---

## Loi du 1<sup>er</sup> août 2008 de **règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007** (n° 2008-759)

---

- La loi de finances initiale prévoyait pour 2007 un déficit de 42 milliards d'euros. L'exécution du budget s'est finalement traduite par un solde de -38,4 milliards d'euros (hors produit de cession de titres EDF affecté au financement du plan en faveur des universités), en amélioration de 3,6 milliards d'euros par rapport à la prévision.

---

## Loi du 25 décembre 2007 de **finances rectificative pour 2007** (n° 2007-1824)

---

- Prévoit l'affectation de 1,3 milliard d'euros de recettes fiscales supplémentaires à la sécurité sociale en compensation des allègements généraux de cotisations sociales et de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires prévue par la loi "TEPA" du 21 août 2007.
- Prévoit plusieurs dispositions qui améliorent la qualité de la relation entre l'administration fiscale et le contribuable (instauration d'un délai de réponse de l'administration de deux mois aux observations des très petites entreprises et allongement à deux mois du délai de réponse du contribuable vérifié).
- Améliore le régime fiscal du mécénat et du patrimoine historique.

18

---

## Loi du 24 décembre 2007 de **finances pour 2008** (n° 2007-1822)

---

- Double le taux du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunts immobiliers au titre de la première annuité.
- Revalorise la prime pour l'emploi.
- Réforme en profondeur le crédit d'impôt recherche, crée un statut pour les jeunes entreprises universitaires et améliore le traitement fiscal des brevets.

---

## Loi du 31 juillet 2007 de **règlement du budget de l'année 2006** (n° 2007-1147)

---

- Ce texte est le premier à être présenté dans les conditions fixées par la loi organique relative aux lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001.
- La loi de finances initiale prévoyait pour 2006 un déficit de 46,9 milliards d'euros. L'exécution du budget s'est finalement traduite par un solde de -39 milliards d'euros (incluant une mesure d'ordre de 3,3 milliards d'euros destinée à régulariser le mode de comptabilisation des pensions imputées depuis 1987 avec un mois de décalage).
- Le résultat patrimonial de l'exercice 2006 s'établit à -31,6 milliards d'euros ; le bilan fait apparaître, au 31 décembre 2006, un actif net des amortissements et des dépréciations de 538 milliards d'euros pour un passif de 1 131,1 milliards d'euros (incluant 893,9 milliards d'euros de dettes financières).

# État et Collectivités

(Collectivités territoriales, Élections, Fonction publique, Institutions, Outre-mer)

## Loi organique du 1<sup>er</sup> août 2011 relative au **fonctionnement des institutions de la Polynésie française** (n° 2011-918)

- ▶ Vise à faire émerger une majorité stable à l'assemblée de la Polynésie française et à y moderniser les institutions.
- ▶ Encadre la mise en cause de la responsabilité du gouvernement en modifiant les conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance dite "constructive".

## Loi organique du 27 juillet 2011 relative aux **collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** (n° 2011-883) et loi du 27 juillet 2011 relative aux **collectivités territoriales de Guyane et de Martinique** (n° 2011-884)

- ▶ Mettent en œuvre l'évolution institutionnelle souhaitée par les électeurs guyanais et martiniquais qui ont choisi, le 24 janvier 2010, la création d'une collectivité unique qui exercera les compétences dévolues au département et à la région, tout en demeurant régie par l'article 73 de la Constitution.
- ▶ Définissent l'organisation et le fonctionnement des deux nouvelles collectivités, dont les compétences résultent de l'addition des attributions exercées précédemment par le conseil régional et le conseil général.
- ▶ Dotent la Guyane d'une assemblée de 51 membres, assemblée dont sera issue une Commission permanente, et d'un conseil économique, social et environnemental.
- ▶ Dotent la Martinique d'une assemblée de 51 membres, d'un conseil exécutif de neuf membres et d'un conseil économique, social et environnemental.
- ▶ Permettent aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution d'exercer pleinement la faculté d'adaptation et de définition des normes qui leur a été reconnue, depuis 2003, par la Constitution.

## Loi du 26 juillet 2011 fixant le nombre des **conseillers territoriaux** de chaque département et de chaque région (n° 2011-871)

- ▶ Prend en compte les observations du Conseil constitutionnel dans sa décision du 9 décembre 2010 concernant la réforme des collectivités territoriales sur la répartition des conseillers territoriaux par département et par région.
- ▶ Fixe ainsi un tableau de répartition, sur la base d'un minimum de 15 conseillers territoriaux par département et en respectant un écart de représentation de moins de 20 % par rapport à la moyenne régionale.
- ▶ Définit le calendrier et le nombre des premiers conseillers territoriaux (3 493 conseillers territoriaux qui remplaceront les actuels conseillers généraux et régionaux à partir de 2014).

### Loi organique du 25 juillet 2011 modifiant l'article 121 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la **Nouvelle-Calédonie** (n° 2011-870)

---

- ▶ Fixe, dans un objectif de stabilité institutionnelle en Nouvelle-Calédonie, un délai de 18 mois à compter de la dernière démission d'office pendant lequel la démission d'un nombre minoritaire de membres du gouvernement n'entraîne plus celle du gouvernement.
- ▶ Permet également aux groupes démissionnaires qui se trouveraient, pendant ce délai de dix-huit mois, privés de la représentation dont ils disposent au sein du gouvernement, de déposer à tout moment une nouvelle liste et de revenir ainsi au gouvernement.

### Loi du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux **quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** (n° 2011-725)

---

- ▶ Prend en compte l'habitat informel dans les opérations publiques d'aménagement ou d'équipements publics en cas de démolition des lieux occupés, et institue une aide financière aux occupants dans des conditions limitées et encadrées.
- ▶ Introduit la notion "d'habitat informel" dans la définition de l'habitat indigne tel que figurant à l'article 4 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement, dite "loi Besson".
- ▶ Met en place des sanctions pénales en cas de méconnaissance par le bailleur de locaux d'habitat informel de ses obligations résultant d'un arrêté d'insalubrité ou de péril.

20

### Loi du 15 juin 2011 visant à faciliter la **mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France** (n° 2011-665)

---

- ▶ Introduit une dérogation au code de l'urbanisme permettant aux collectivités et à l'État d'appliquer les dispositions du projet du schéma directeur de la région d'Île-de-France (Sdrif) adopté par la région en septembre 2008 et compatibles avec la loi du 3 juin 2010 sur le Grand Paris.
- ▶ Interdit la révision et la modification d'un document d'urbanisme faisant obstacle à la mise en oeuvre des contrats de développement territorial.
- ▶ Fixe de nouvelles règles applicables à la prochaine révision du SDRIF.

### Loi du 15 juin 2011 actualisant l'ordonnance du 4 janvier 2005 portant **statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs**, adoptée à l'initiative de *M. Richard TUHEIAVA, sénateur de Polynésie* (n° 2011-664)

---

- ▶ Actualise le statut des fonctionnaires communaux de Polynésie en tenant compte à la fois des évolutions du droit de la fonction publique et des spécificités des communes polynésiennes.
- ▶ Établit un service minimum pour la continuité du service public.
- ▶ Définit le cadre d'emploi des collaborateurs de cabinet de maires ou de présidents de groupements de communes.
- ▶ Offre la possibilité aux agents recrutés après la date de publication de l'ordonnance du 4 janvier 2005 d'intégrer la fonction publique communale polynésienne.

## Loi du 15 juin 2011 prorogeant le mandat des **conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger** (n° 2011-663)

---

- ▶ Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) de la série B : le renouvellement des conseillers de l'AFE des zones "Europe" et "Asie et Levant" interviendra en juin 2013 (au lieu de juin 2012).
- ▶ Prorogation du mandat des membres de la série A : prolongation, afin de conserver le principe d'un renouvellement triennal et par moitié des membres de l'AFE, du mandat des conseillers des zones "Afrique" et "Amérique" de juin 2015 à juin 2016.

## Loi du 31 mai 2011 relative au **maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement** (n° 2011-606)

---

- ▶ Ouvre pour les fonctionnaires occupant un emploi à la décision du Gouvernement, une possibilité de dérogation au principe de la cessation des fonctions lors de l'atteinte de la limite d'âge.
- ▶ Prévoit une dérogation qui ne peut intervenir qu'à titre exceptionnel dans l'intérêt du service et le maintien dans l'emploi d'une durée limitée de deux ans maximum. Elle ne peut être décidée qu'avec l'accord du fonctionnaire, et le gouvernement conservera le pouvoir de mettre fin aux fonctions de l'intéressé à tout moment.

## Loi du 26 mai 2011 relative à **l'élection des représentants au Parlement européen** (n° 2011-575)

---

21

- ▶ Définit les conditions d'élections de deux eurodéputés supplémentaires prévus par le traité de Lisbonne, qui siègeront jusqu'au renouvellement général de 2014.

## Loi organique du 19 avril 2011 tendant à l'approbation d'accords entre **l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française**, adoptée à l'initiative de M. Louis-Constant FLEMING, sénateur de Saint-Martin et M. Michel MAGRAS, sénateur de Saint-Barthélemy (n° 2011-416)

---

- ▶ Approuve quatre accords de nature fiscale : une convention entre l'État et la collectivité territoriale de Saint-Martin en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales ; trois accords conclus entre l'État et, respectivement, Saint-Martin, la Polynésie française et Saint-Barthélemy, concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale.

Loi organique du 14 avril 2011 relative à l'**élection des députés et sénateurs** (n° 2011-410), loi du 14 avril 2011 ratifiant l'ordonnance du 29 juillet 2009 relative à l'**élection de députés par les Français établis hors de France** (n° 2011-411) et loi du 14 avril 2011 portant **simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique** (n° 2011-412), adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes et M. Charles de LA VERPILLIERE, député de l'Ain

---

- ▶ Adaptent le droit électoral à la future élection des 11 députés représentant les députés établis hors de France (listes électorales consulaires, déroulement et financement de la campagne électorale, déroulement du scrutin etc.).
- ▶ Déterminent des mesures sur les inéligibilités et les incompatibilités, dont les régimes sont clarifiés.
- ▶ Simplifient les obligations en matière de dépôt des comptes de campagne (mandataires financiers, dispense éventuelle de dépôt, délais de dépôt...) et créent une obligation de dépôt de comptes de campagne pour les sénateurs.
- ▶ Renforcent le rôle de la Commission pour la transparence de la vie politique en lui donnant la possibilité de demander directement à l'administration fiscale les déclarations d'impôts de l'élu si celui-ci refuse de les lui transmettre dans un délai de deux mois et en créant une nouvelle incrimination qui sanctionne les déclarations de patrimoine sciemment incomplètes ou mensongères transmises à cette Commission.

Loi organique et loi du 29 mars 2011 relatives au **Défenseur des droits** (n° 2011-333 et n° 334)

---

- ▶ Tirent les conséquences de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 qui a institué, à son article 71-1, un Défenseur des droits chargé de "veiller au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public".
- ▶ Précisent que le Défenseur des droits dispose de l'autonomie budgétaire et est nommé par le président de la République pour 6 ans non renouvelables, sous réserve des Commissions des lois des deux chambres qui peuvent s'y opposer par un vote aux trois cinquièmes.
- ▶ Donnent au Défenseur des droits des pouvoirs équivalents, dans chaque domaine d'intervention, à ceux dévolus aux anciennes autorités qu'il regroupe : Médiateur de la République, Défenseur des enfants, Commission nationale de déontologie de la sécurité, HALDE.
- ▶ Prévoient que le Défenseur est assisté dans sa mission par des adjoints, nommés par le Premier ministre, qui peuvent le représenter à l'étranger : le Défenseur des enfants, un adjoint chargé de la déontologie de la sécurité, un adjoint chargé de la lutte contre les discriminations. Ses réflexions s'appuient sur des collègues consultatifs dédiés à la lutte contre les discriminations et à la déontologie de la sécurité.
- ▶ Précisent qu'il peut être saisi gratuitement par toute personne physique ou morale ou qu'il peut s'autosaisir.
- ▶ Prévoient qu'il ne peut remettre en cause des décisions juridictionnelles.

Loi du 7 février 2011 relative à la **solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement**, adoptée à l'initiative de M. Christian CAMBON, sénateur du Val-de-Marne (n° 2011-156)

---

- ▶ Donne la possibilité aux communes ou aux intercommunalités en charge de la distribution et de l'assainissement de l'eau, de financer des aides pour les personnes en difficulté afin de payer en partie ou en totalité leurs factures d'eau et d'assainissement.
- ▶ Donne la possibilité aux collectivités d'attribuer une subvention au fonds de solidarité pour le logement (FSL) afin qu'il contribue au paiement des redevances d'eau ou d'assainissement des personnes en difficultés financières.
- ▶ Prévoit la remise d'un rapport par le Gouvernement en août 2011, ayant comme objet l'étude des modalités et les conséquences de l'application d'une allocation de solidarité pour le paiement des factures d'eau.

Loi du 3 février 2011 tendant à **renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques**, adoptée à l'initiative de M. Bernard ACCOYER, président de l'Assemblée nationale, député de la Haute-Savoie (n° 2011-140)

---

- ▶ Renforce les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques.
- ▶ Permet notamment aux organes compétents du Parlement en matière de contrôle et d'évaluation des politiques publiques, de convoquer les personnes dont l'audition est jugée souhaitable.
- ▶ Désigne les organes du Parlement pouvant demander l'assistance de la Cour des comptes.

23

Loi du 16 décembre 2010 de **réforme des collectivités territoriales** (n° 2010-1563)

---

- ▶ Modifie notre organisation territoriale en donnant les moyens à l'ensemble des collectivités territoriales de répondre aux nouveaux défis de la décentralisation, en s'appuyant sur les couples région-département et commune- intercommunalité.
- ▶ Crée le conseiller territorial qui siègera simultanément au conseil général et au conseil régional.
- ▶ Clarifie l'exercice des compétences des collectivités, notamment en abrogeant la clause de compétence générale pour les régions et les départements, afin de supprimer les doublons et les dépenses inutiles.
- ▶ Renforce l'intercommunalité par le rattachement des dernières communes isolées à des EPCI à fiscalité propre, la rationalisation des périmètres, la suppression des syndicats de communes et des syndicats mixtes devenus obsolètes, tout en confortant les communes comme lieu d'expression de la démocratie locale.
- ▶ Offre de nouvelles possibilités aux collectivités territoriales en matière de coopération : mutualisation de services et de moyens, fusion de communes en communes nouvelles, instauration des métropoles et des pôles métropolitains.
- ▶ Développe la démocratie locale et renforce la légitimité des élus locaux par l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel en même temps que les conseillers municipaux.
- ▶ Encadre plus strictement les financements croisés entre les collectivités.

## Loi organique et loi du 7 décembre 2010 relatives au **Département de Mayotte** (n° 2010-1486 et n° 2010-1487)

---

- ▶ À la suite de la création d'un Département de Mayotte, prévoient de lui appliquer les dispositions relatives au référendum local et à l'habilitation des DOM et ROM pour intervenir dans le domaine de la loi et du règlement.
- ▶ Précisent le statut du Département de Mayotte et les dispositions en matière électorale qui lui sont applicables afin de rejoindre le régime de droit commun.
- ▶ Répondent à l'adaptation de diverses dispositions législatives et assurent la continuité juridique entre la collectivité départementale de Mayotte et le Département de Mayotte, qui est devenu le 101<sup>e</sup> département français le 31 mars 2011.

## Loi organique et loi du 23 juillet 2010 relatives à l'application du **cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** (n° 2010-838 et n° 2010-837)

---

- ▶ Tirent les conséquences de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 qui a modifié le dernier alinéa l'article 13 de la Constitution afin de donner la possibilité aux Commissions parlementaires de s'opposer aux trois cinquièmes des suffrages exprimés à certaines nominations effectuées par le président de la République.
- ▶ Appliquent cette procédure spécifique d'avis préalable de la Commission permanente compétente de chaque assemblée pour la nomination aux emplois ou fonctions qui revêtent une importance particulière pour la garantie des droits et libertés ou la vie économique et sociale de la Nation (par exemple EDF, la SNCF, l'Autorité des marchés financiers, l'Autorité de sûreté nucléaire, les membres du Conseil constitutionnel ou du CSM, le Défenseur des droit etc.).

24

## Loi organique du 22 juillet 2010 relative à l'application de l'**article 65 de la Constitution** (n° 2010-830)

---

- ▶ Met en œuvre les dispositions de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 relatives au Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM).
- ▶ Met fin à la présidence du Conseil par le président de la République et à sa vice-présidence par le Garde des sceaux et confie la présidence de chacune des formations du Conseil au premier président de la Cour de cassation et au procureur général près la Cour.
- ▶ Prévoit que la majorité de la formation plénière du Conseil est désormais composée de membres n'appartenant pas à la magistrature, sauf lorsqu'il statue en formation disciplinaire (alors composé d'un nombre égal de magistrats et de personnalités extérieures au corps judiciaire).
- ▶ Accroît les attributions du Conseil en ce qui concerne les nominations des magistrats du parquet.
- ▶ Met en œuvre la possibilité ouverte aux justiciables de saisir le CSM d'une plainte relative au comportement, dans une procédure les concernant, d'un ou plusieurs magistrats dans le cadre de leurs fonctions, susceptible d'aboutir au déclenchement de poursuites disciplinaires.

## Loi du 5 juillet 2010 relative à la **rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** (n° 2010-751)

---

- ▶ Prévoit que pourront désormais se présenter aux élections professionnelles les syndicats qui, dans la fonction publique où celles-ci sont organisées, sont légalement constitués depuis au moins deux ans et satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance.
- ▶ Précise que les comités techniques de l'État seront désormais élus directement par les agents qu'ils représentent et que les conseils supérieurs de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière seront désormais composés à partir des résultats agrégés des élections aux comités techniques.

## Loi organique du 28 juin 2010 relative au **Conseil économique, social et environnemental** (n° 2010-704)

---

- ▶ Tire les conséquences de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 qui a engagé une profonde réforme du Conseil économique et social en élargissant notamment sa compétence consultative aux questions environnementales.
- ▶ Prévoit que le Conseil économique, social et environnemental (CESE) peut désormais être saisi par le Parlement et par voie de pétition.
- ▶ Modifie la composition du CESE pour la mettre en adéquation avec le nouveau rôle de l'institution et la féminiser : les associations environnementales, les jeunes et les étudiants, les retraités, les secteurs de l'économie solidaire, du handicap, du sport, les mondes de la science et de la culture sont désormais représentés.

25

## Loi du 28 mai 2010 pour le **développement des sociétés publiques locales**, adoptée à l'initiative de M. Daniel RAOUL, sénateur du Maine-et-Loire (n° 2010-559)

---

- ▶ Assure aux collectivités publiques la liberté de contracter avec une société locale conformément aux exigences communautaires.
- ▶ Modifie le régime des sociétés publiques locales d'aménagement afin de remédier aux difficultés survenues dans leur mise en place.

## Loi organique du 25 mai 2010 prorogeant le **mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature** (n° 2010-541)

---

- ▶ Prolonge de 6 mois le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature dans l'attente de l'adoption définitive de la loi organique relative à la modernisation du CSM, prévue à l'article 65 de la constitution révisée en juillet 2008.

## Loi du 12 avril 2010 visant à proroger le **mandat du Médiateur de la République**, adoptée à l'initiative de M. Patrice GELARD, sénateur de la Seine-Maritime (n° 2010-372)

---

- ▶ Proroge le mandat du Médiateur de la République, jusqu'à la nomination du premier Défenseur des droits, crée par la révision constitutionnelle de juillet 2008 et qui doit en reprendre ses prérogatives.

## Loi du 23 février 2010 ratifiant l'ordonnance du 29 juillet 2009 portant **répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés** (n° 2010-165)

- ▶ Ratifie l'ordonnance qui modifie les délimitations et le nombre des circonscriptions par départements en prenant en compte les évolutions démographiques intervenues depuis 1986, date de la dernière délimitation des circonscriptions pour les députés, et sous le contrôle de la Commission prévue à l'article 25 de la Constitution.
- ▶ Permet une entrée en vigueur de cette nouvelle carte électorale pour le renouvellement général de l'Assemblée nationale de juin 2012.
- ▶ Délimite les nouvelles circonscriptions des 11 députés représentants les français établis hors de France, créés par la révision constitutionnelle de juillet 2008, qui seront élus pour la première fois en 2012.

## Loi du 16 février 2010 organisant la **concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** (n° 2010-145)

- ▶ Aménage le calendrier des élections locales dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales et dans la perspective de la première élection des nouveaux conseillers territoriaux en mars 2014.
- ▶ Prévoit que le mandat des conseillers régionaux qui ont été élus en mars 2010 est de quatre ans et non de six ans et dispose que le mandat des conseillers généraux élus en mars 2011 est de trois ans au lieu de six ans.
- ▶ Applique la même réduction de la durée des mandats pour les membres de la collectivité territoriale de Corse et des départements corses.

26

Loi organique du 25 janvier 2010 tendant à permettre à **Saint-Barthélemy** d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans (n° 2010-93) et loi organique du 25 janvier 2010 modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à **Saint-Martin** (n° 2010-92), *adoptées à l'initiative de M. Louis-Constant FLEMING, sénateur de Saint-Martin et M. Michel MAGRAS, sénateur de Saint-Barthélemy*

- ▶ Tendent à compléter les dispositions statutaires relatives à la compétence fiscale de ces deux collectivités, créées en juillet 2007, en application de la loi organique du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.
- ▶ Visent à doter les deux collectivités d'une pleine compétence fiscale de source en mettant fin à une divergence d'interprétation de la loi organique statutaire par l'administration fiscale qui engendrait des pertes de recettes importantes pour ces collectivités.

## Loi organique du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution (n° 2009-1523)

---

- ▶ Met en œuvre la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), en application de l'article 61-1 de la Constitution révisée en juillet 2008.
- ▶ Ouvre au justiciable la possibilité, lorsqu'il lui paraît, à l'occasion d'un procès devant une juridiction administrative ou judiciaire, qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, de demander à ce que le Conseil constitutionnel soit saisi afin d'en prononcer éventuellement l'abrogation.
- ▶ Précise que la juridiction saisie du litige procède à un premier examen, destiné à vérifier que l'argumentation présente un minimum de consistance, avant de renvoyer la question à la juridiction suprême dont elle relève.
- ▶ Prévoit que le Conseil d'État ou la Cour de cassation saisit le Conseil constitutionnel de la question de constitutionnalité si la disposition contestée soulève une question nouvelle ou présente une difficulté sérieuse.

## Loi du 26 octobre 2009 relative au **transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers** (n° 2009-1291)

---

- ▶ Vise à confier la gestion des parcs routiers de l'équipement aux départements, avec adaptation aux spécificités locales et prise en compte du caractère d'outil industriel.
- ▶ Donne la possibilité aux 5 500 ouvriers des parcs et ateliers, qui seront mis à disposition des collectivités sans limitation de durée, d'opter pour une intégration dans la fonction publique territoriale.

27

## Loi du 3 août 2009 relative à la **mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique** (n° 2009-972)

---

- ▶ Crée le droit à la mobilité reconnu à chaque fonctionnaire et offre de nouvelles garanties de détachement et d'intégration.
- ▶ Permet de placer le fonctionnaire en situation de réorientation professionnelle, en cas de restructuration d'une administration de l'État ou de l'un de ses établissements publics administratifs, dès lors que son emploi est susceptible d'être supprimé.
- ▶ Prévoit des mesures qui concernent les recrutements, la formation, la capitalisation des avantages de carrière ou encore les conditions de recours à l'intérim et de cumul d'emploi.

Loi organique et loi du 3 août 2009 relatives à l'évolution institutionnelle de la **Nouvelle-Calédonie** et à la départementalisation de **Mayotte** (n° 2009-969 et n° 2009-970)

---

- ▶ Départementalisent Mayotte à l'issue de la consultation de la population mahoraise du 29 mars 2009.
- ▶ Modifient la loi organique du 19 mars 1999 pour prendre en compte les transferts de compétences à la Nouvelle-Calédonie, inscrits dans l'Accord de Nouméa, en particulier en matière d'enseignement (mise à disposition globale et gratuite des personnels), de sécurité civile, de droit civil et de droit commercial.
- ▶ Modernisent les institutions de la Nouvelle-Calédonie, avec un renforcement de la transparence et des précisions des conditions d'intervention des institutions dans le champ économique.

Loi organique du 3 août 2009 prorogeant le **mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental** (n° 2009-966)

---

- ▶ Proroge le mandat des membres du conseil économique et social pour la durée strictement nécessaire à l'adoption de la loi organique le transformant en Conseil économique, social et environnemental, afin d'assurer la continuité du fonctionnement de cette institution.

Loi du 7 juillet 2009 modifiant le **mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse**, adoptée à l'initiative de M. Nicolas ALFONSI, sénateur de la Corse-du-Sud (n° 2009-832)

---

- ▶ Permet à la collectivité territoriale de Corse de disposer d'une majorité stable en instituant, comme à l'échelon national, un seuil de 5 % des suffrages exprimés à partir duquel les listes pourraient fusionner entre les deux tours et en portant à 7 % celui permettant à une liste de se maintenir au second tour (contre 5 % précédemment).
- ▶ Augmente de trois à neuf sièges la prime accordée à la liste arrivée en tête.

Loi du 15 juin 2009 tendant à modifier l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative**, adoptée à l'initiative de M. Bernard ACCOYER, président de l'Assemblée nationale, député de la Haute-Savoie (n° 2009-689)

---

- ▶ Détermine les modalités de saisine du Conseil d'État par les présidents des assemblées parlementaires pour recueillir son avis sur une proposition de loi.
- ▶ Prévoit la suppression d'un certain nombre d'offices et de délégations : l'Office parlementaire d'évaluation de la législation et l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques, les délégations à l'aménagement et au développement durable du territoire et les délégations pour la planification.
- ▶ Donne compétence aux règlements des assemblées pour fixer les règles relatives aux Commissions chargées des affaires européennes dans les assemblées.

---

## Loi du 27 mai 2009 pour le **développement économique des outre-mer** (n° 2009-594)

---

- ▶ Crée, dans les départements d'Outre-mer, des zones franches d'activité consistant en des abattements de 50 % des bases d'impôt sur les bénéfices, de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties, dans la limite d'un plafond annuel de 150 000 euros.
- ▶ Fait bénéficier à certaines zones géographiques et certains secteurs d'un abattement préférentiel égal à 80 % des bases d'imposition.
- ▶ Ajuste certains dispositifs fiscaux.
- ▶ Prévoit des mesures en faveur du logement social ( en permettant notamment aux bailleurs sociaux de bénéficier de la défiscalisation à l'impôt sur le revenu).

---

## Loi organique du 15 avril 2009 relative à l'application des **articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** (n° 2009-403)

---

- ▶ Détermine les conditions dans lesquelles pourront être votées des résolutions à l'initiative des membres du Parlement.
- ▶ Précise les nouvelles modalités de présentation au Parlement des projets de loi avec notamment l'obligation faite au gouvernement de déposer devant les assemblées une étude d'impact (estimation des conséquences économiques, financières, sociales et environnementales des réformes engagées par le projet).
- ▶ Habilité les règlements des assemblées à instituer une procédure d'examen simplifiée des textes ou une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte ("temps programmé").

29

---

## Loi du 13 janvier 2009 relative à la **Commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés** (n° 2009-39)

---

- ▶ Précise la composition et l'organisation de la Commission indépendante, instituée par l'article 25 de la Constitution et chargée de donner un avis public sur les projets de textes délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de parlementaires.
- ▶ Autorise le gouvernement à procéder à une nouvelle délimitation et à une nouvelle répartition des sièges de députés par voie d'ordonnances.
- ▶ Rend applicable à l'élection des députés représentant les Français établis hors de France le mode de scrutin en vigueur pour l'ensemble des députés.

---

## Loi organique du 13 janvier 2009 portant application de l'**article 25 de la Constitution** (n° 2009-38)

---

- ▶ Détermine le nombre de députés, fixé à 577, et renvoie à la loi ordinaire le soin de fixer le nombre de députés élus en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis et Futuna et dans les autres collectivités d'Outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution.
- ▶ Établit le régime de remplacement temporaire d'un parlementaire nommé au Gouvernement et les modalités de son retour au Parlement.

## Loi du 28 octobre 2008 relative à la **Cour des comptes** et aux **chambres régionales des comptes** (n° 2008-1091)

---

- ▶ Réforme, en les harmonisant et en les simplifiant, les procédures juridictionnelles mises en œuvre par la Cour des comptes et par les chambres régionales des comptes dans le but de mieux répondre aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme sur le caractère équitable des procès.

## Loi du 28 juillet 2008 relative aux **contrats de partenariat** (n° 2008-735)

---

- ▶ Élargit le recours aux contrats de partenariat en ajoutant deux nouvelles voies d'accès : la voie de l'intérêt économique et financier pour la personne publique, au regard de l'ensemble des outils de la commande publique et la voie d'accès sectorielle pour un temps limité.
- ▶ Tend à établir une égalité de traitement fiscal entre les contrats de partenariats et les marchés publics.

## Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de **modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République** (n° 2008-724)

---

- ▶ Inspirée des conclusions du Comité Balladur, assure un rééquilibrage de nos institutions au profit du Parlement et des citoyens.
- ▶ Rénove l'exercice du pouvoir exécutif, en encadrant notamment le pouvoir de nomination du président de la République.
- ▶ Renforce les pouvoirs de contrôle de l'action gouvernementale par le Parlement et donne à ce dernier une plus grande maîtrise du travail parlementaire, avec de nouveaux droits pour l'opposition.
- ▶ Donne de nouveaux droits aux citoyens en créant notamment un Défenseur des droits, en permettant aux justiciables d'invoquer la Constitution contre une loi lors d'un procès, en ouvrant aux citoyens le droit de saisir le Conseil supérieur de la magistrature et en instituant un référendum d'initiative populaire.

30

## Loi organique du 15 juillet 2008 relative aux **archives du Conseil constitutionnel** et loi du 15 juillet 2008 relative aux **archives** (n° 2008-695 et n° 2008-696)

---

- ▶ Améliore la protection des archives, en facilite l'accès et rapproche le régime juridique des archives du Conseil constitutionnel de celui du droit commun.

## Loi du 26 mai 2008 ratifiant l'ordonnance du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à **Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna** (n° 2008-490)

---

- ▶ Permet de ratifier l'ordonnance du 18 octobre 2007 qui complète la transposition de la directive "marchés d'instruments financiers" et étend les dispositions ainsi modifiées aux collectivités d'outre-mer, en les adaptant.

Loi du 16 avril 2008 visant à renforcer la **coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale** par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale, *adoptée à l'initiative de M. Marc-Philippe DAUBRESSE, député du Nord* (n° 2008-352)

---

- ▶ Crée un instrument unique de la coopération trans-frontalière, transnationale ou interrégionale sur le territoire de l'Union européenne en mettant fin aux multiples structures juridiques issues d'accords internationaux bilatéraux.
- ▶ Permet des coopérations inédites dans des domaines comme les transports, la santé, l'éducation ou la gestion des espaces protégés.

Loi constitutionnelle du 4 février 2008 modifiant le **titre XV de la Constitution (et loi du 13 février 2008 autorisant la ratification du traité de Lisbonne)** (n° 2008-103 et n° 2008-125)

---

- ▶ Modifie la Constitution afin d'adapter le droit français au traité de Lisbonne signé par les États membres de l'Union européenne le 13 décembre 2007.
- ▶ Précise les principes, valeurs et objectifs qui fondent l'Union.
- ▶ Rend juridiquement contraignante la Charte des droits fondamentaux.
- ▶ Avec le protocole annexé au traité, reconnaît le rôle des services d'intérêt économique général et consacre le pouvoir des autorités nationales, régionales et locales dans la fourniture, l'exécution et l'organisation de ces services.

31

Loi organique et loi du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la **stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française** (n° 2007-1719 et n° 2007-224)

---

- ▶ Complètent les dispositions du statut d'autonomie de la Polynésie.

# Justice

(Protection des victimes, Réforme du droit, Réforme du système judiciaire, Réforme pénitentiaire)

## Loi du 10 août 2011 sur la **participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** (n° 2011-939)

- ▶ Encadre la participation de “citoyens assesseurs” au jugement de certains délits et aux décisions concernant la libération conditionnelle et le relèvement de la période de sûreté.
- ▶ Crée une nouvelle formation de la cour d’assises composée de trois magistrats et, en lieu et place du jury, de deux “citoyens assesseurs”, compétente pour les crimes passibles de quinze ans et vingt ans de réclusion criminelle commis sans récidive.
- ▶ Prévoit une modification de plusieurs dispositions importantes de l’ordonnance du 2 février 1945 relative à l’enfance délinquante en créant notamment un tribunal correctionnel pour les mineurs récidivistes et en instaurant une “césure” dans le procès entre le prononcé de la culpabilité et celui de la peine afin que le mineur soit mis rapidement, le cas échéant, devant ses responsabilités.

## Loi du 20 juillet 2011 de **libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques**, adoptée à l’initiative de M. Philippe MARINI, rapporteur général du budget, sénateur de l’Oise, et M. Yann GAILLARD, sénateur de l’Aube (n° 2011-850)

32

- ▶ Assure la transposition d’une partie de la directive “services”.
- ▶ Donne une définition des ventes aux enchères publiques et des opérateurs habilités.
- ▶ Encadre la vente de gré à gré.
- ▶ Institue une autorité de régulation dénommée Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.
- ▶ Réglemente la fonction de courtier en marchandises assermenté.

## Loi du 17 mai 2011 de **simplification et d’amélioration de la qualité du droit**, adoptée à l’initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes (n° 2011-525)

- ▶ Détermine une série de simplifications juridiques attenant à de nombreux sujets : relations particuliers/entreprises, administration, dispositions pénales, urbanisme, collectivités locales, fichiers de police, création d’un groupement d’intérêt public, mesures sur les autopsies judiciaires...
- ▶ Supprime des dispositions obsolètes, inutiles ou inappliquées.
- ▶ Améliore la qualité formelle du droit.

---

### Loi du 14 avril 2011 relative à la **garde à vue** (n° 2011-392)

---

- Introduit le droit à l'assistance d'un avocat tout au long de la garde à vue et permet à ce dernier d'accéder au dossier.
- N'autorise la garde à vue que pour les crimes et délits passibles d'au moins un an d'emprisonnement.
- Interdit les fouilles intégrales injustifiées.
- Introduit le droit au silence.
- Interdit l'utilisation des déclarations faites en garde à vue hors la présence d'un avocat comme fondement à une condamnation.
- Prévoit la possibilité d'assistance d'un avocat pour les victimes en cas de confrontation.

---

### Loi du 28 mars 2011 de **modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées** (n° 2011-331)

---

- Reconnaît des effets de droit au contreseing d'un acte sous seing privé par un avocat.
- Crée des structures interprofessionnelles de capitaux entre professions du droit et professions du chiffre pour encourager la création de réseaux entre ces professionnels.
- Permet aux cabinets français de s'associer avec des avocats établis dans d'autres États de l'Union européenne.

---

### Loi du 25 janvier 2011 portant réforme de la **représentation devant les cours d'appel** (n° 2011-94)

---

33

- Réforme les professions d'avoué et d'avocat en organisant leur fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2012 afin de rendre moins coûteux pour le justiciable l'accès aux cours d'appel.
- Met en place un dispositif d'indemnisation pour les avoués afin de pallier les difficultés consécutives à la privation du droit de présentation et la contraction éventuelle de prêts en vue de l'acquisition de l'office.
- Prévoit le versement d'indemnités de licenciement et favorise le reclassement des salariés d'avoués.
- Favorise la dématérialisation des actes de procédure.

---

### Loi du 22 décembre 2010 relative à l'**exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires**, adoptée à l'initiative de M. Laurent BETEILLE, sénateur de l'Essonne (n° 2010-1609)

---

- Vise à améliorer l'exécution des décisions de justice en redéfinissant l'organisation et les compétences des juridictions en matière d'exécution.
- Crée la convention de procédure participative de négociation assistée par un avocat, nouveau mode de résolution amiable des différends.
- Rénove les conditions d'exercice de certaines professions réglementées : huissiers de justice, notaires, commissaires-priseurs judiciaires, avocats au Conseils d'État et à la Cour de cassation et greffiers des tribunaux de commerce.

## Loi du 9 août 2010 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la **Cour pénale internationale** (n° 2010-930)

---

- Intègre les acquis essentiels de la convention de Rome du 17 juillet 1998 en droit français.
- Introduit dans le code pénal un nouveau livre consacré aux crimes de guerre et en précise la définition du crime contre l'humanité.
- Ouvre la possibilité de mettre en cause la responsabilité pénale du supérieur hiérarchique militaire et civil du fait de sa complicité passive à l'égard d'un crime contre l'humanité ou d'un crime de guerre commis par un subordonné.
- Porte de dix à trente ans le délai de prescription pour les crimes de guerre, en réservant l'imprescriptibilité au seul crime contre l'humanité.
- Introduit une compétence extraterritoriale encadrée des juridictions françaises pour les crimes relevant de la compétence de la CPI.

## Loi du 9 juillet 2010 relative aux **violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants** adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Danielle BOUSQUET, député des Côtes-d'Armor, de M. Guy GEOFFROY, député de Seine et Marne et de M. Roland COURTEAU, sénateur de l'Aude (n° 2010-769)

---

- Vise à améliorer la prévention des violences faites aux femmes et la protection des victimes et à adapter la loi pénale à la spécificité des violences conjugales au moyen, notamment, de la création d'un délit de harcèlement psychologique au sein du couple.
- Crée une ordonnance de protection, qui permettra au juge aux affaires familiales de prononcer, en urgence, l'ensemble des mesures propres à assurer la protection de la victime.

## Loi du 9 juillet 2010 visant à faciliter **la saisie et la confiscation en matière pénale**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes et M. Guy GEOFFROY, député de la Seine-et-Marne (n° 2010-768)

---

- Permet d'accompagner toute sanction pénale de la privation pour les délinquants des profits qu'ils ont pu tirer de l'infraction, afin de mieux lutter contre le blanchiment d'argent.
- Institue une agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués pour la gestion des biens saisis.

## Loi du 10 mars 2010 tendant à **amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** (n° 2010-242)

---

- Complète les dispositions issues de la loi du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté : une rétention de sûreté ne pourra être prononcée par la juridiction régionale qu'après avoir vérifié que la personne a été en mesure de bénéficier pendant l'exécution de sa peine d'une prise en charge médicale, sociale ou psychologique adaptée.
- Rend possible le placement sous surveillance de sûreté directement à la sortie de prison de la personne considérée comme dangereuse et non plus seulement à l'issue d'une surveillance judiciaire ayant accompagné une libération anticipée.
- Limite l'inscription au casier judiciaire des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental aux seuls cas où une mesure de sûreté a été ordonnée.
- Permet de sanctionner par un retour en prison les condamnés pour crime sexuel qui refuseraient ou interrompraient un traitement anti-hormonal.

Loi du 8 février 2010 tendant à inscrire l'**inceste** commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des **victimes d'actes incestueux**, adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Marie-Louise FORT, députée de l'Yonne (n° 2010-121)

---

- Inscrit la notion spécifique d'inceste dans le code pénal.
- Complète l'ensemble des dispositifs de prévention, notamment en milieu scolaire.
- Permet un meilleur accompagnement des victimes et un plus grand rôle donné aux associations de lutte contre l'inceste.

Loi du 4 janvier 2010 relative à la **protection du secret des sources des journalistes** (n° 2010-1)

---

- Inscrit au niveau législatif le principe de la nécessaire protection du secret des sources des journalistes et complète les garanties existantes en matière de procédure pénale afin de protéger ce secret.
- Prévoit les conditions dans lesquelles l'autorité judiciaire peut, à titre exceptionnel, obtenir des informations nécessaires à la conduite des enquêtes.

Loi du 24 novembre 2009 **pénitentiaire** (n° 2009-1436)

---

- Définit les missions du service public pénitentiaire et les conditions de son exercice, en distinguant celles relevant de la compétence propre de l'administration pénitentiaire de celles nécessitant le concours d'autres partenaires publics.
- Prévoit des dispositions relatives aux conditions d'exercice des missions des personnels pénitentiaires ainsi qu'une réserve civile pénitentiaire.
- Reconnaît et garantit à la personne détenue la jouissance d'un certain nombre de droits, comme l'encellulement individuel.
- Développe le recours aux aménagements de peine ainsi que les alternatives à l'incarcération dans le cadre des mesures de sûreté prononcées avant toute condamnation.

Loi du 12 mai 2009 de **simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes (n° 2009-526)

---

- A été élaborée grâce aux contributions des citoyens, *via* le site Internet "Simplifions la loi".
- Comprend des mesures de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures regroupées autour de quatre axes : simplifications en faveur des citoyens et usagers des administrations ; simplifications en faveur des entreprises et des professionnels ; simplifications des règles applicables aux collectivités territoriales et aux services publics et clarifications en matière de droit pénal et de procédure pénale.

Loi du 16 janvier 2009 ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant **réforme de la filiation** et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation (n° 2009-61)

---

- ▶ Donne valeur de loi à l'ordonnance du 4 juillet 2005.
- ▶ Harmonise le droit de la filiation en supprimant la distinction entre filiation légitime et naturelle.
- ▶ Redéfinit la possession d'état.
- ▶ Simplifie le dispositif de contestation d'un lien de filiation légalement établi.

Loi du 19 décembre 2008 relative à la **législation funéraire**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret (n° 2008-1350)

---

- ▶ Améliore les conditions d'exercice de la profession d'opérateur funéraire.
- ▶ Sécurise et simplifie les démarches des familles.
- ▶ Donne un statut aux cendres des personnes décédées dont le corps a donné lieu à crémation et prévoit leur destination.
- ▶ Modifie la conception et la gestion des cimetières.

Loi du 14 novembre 2008 relative au **statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires**, adoptée à l'initiative de M. Bernard ACCOYER, président de l'Assemblée nationale, député de la Haute-Savoie (n° 2008-1187)

---

- ▶ Reconnaît aux témoins devant les commissions d'enquête parlementaires une immunité partielle similaire à celle accordée aux témoins devant les tribunaux judiciaires.
- ▶ Consacre la liberté de parole devant les commissions d'enquête parlementaires, tout en conservant un encadrement minimal (interdiction des propos étrangers à l'objet de l'enquête inspirés par une volonté manifeste de nuire).

Loi du 1<sup>er</sup> juillet 2008 créant de **nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes (n° 2008-644)

---

- ▶ Donne plus de droits aux victimes.
- ▶ Met en place un système d'aide au recouvrement des dommages et intérêts.
- ▶ Améliore l'exécution des décisions pénales.

Loi du 17 juin 2008 portant réforme de la **prescription en matière civile**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Jacques HUEST, président de la Commission des lois, sénateur de la Seine-et-Marne (n° 2008-561)

---

- ▶ Modernise les règles de la prescription civile en fixant notamment le délai de droit commun de la prescription extinctive à 5 ans et en instaurant un délai butoir de 20 ans.

---

**Loi du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (n° 2008-174)**

---

- ▶ Instaure une procédure de rétention de sûreté dans des centres socio-médico-judiciaires.
- ▶ Renforce l'efficacité du dispositif de l'injonction de soins.
- ▶ Améliore le traitement par la justice des auteurs d'infractions déclarés pénalement irresponsables en raison d'un trouble mental.

---

**Loi du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit, adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes, M. Étienne BLANC, député de l'Ain et M. Yves JÉGO, député de la Seine-et-Marne (n° 2007-1787)**

---

- ▶ Simplifie de nombreuses démarches administratives.
- ▶ Supprime des lois devenues obsolètes.

---

**Loi du 13 novembre 2007 relative à la lutte contre la corruption (n° 2007-1598)**

---

- ▶ Met notre droit en conformité avec les engagements internationaux de la France pour rendre plus efficace la lutte contre la corruption internationale.

37

---

**Loi du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (n° 2007-1545)**

---

- ▶ Contribue à faire des prisons des vecteurs de réinsertion, le contrôleur général veillant à l'humanité et à la dignité des conditions de détention.
- ▶ Donne au contrôleur une compétence pour l'ensemble des lieux privés de liberté (centres de rétention administrative, zones d'attente des aéroports, etc.).

---

**Loi du 29 octobre 2007 de lutte contre la contrefaçon (n° 2007-1544)**

---

- ▶ Prévoit des procédures accélérées et simplifiées de saisine du juge en cas d'urgence.
- ▶ Introduit un droit d'information qui doit permettre aux autorités judiciaires civiles de mieux identifier les acteurs des réseaux de contrefaçon.
- ▶ Améliore le calcul des dédommagements accordés par les tribunaux aux victimes de contrefaçons.

---

**Loi du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (n° 2007-1198)**

---

- ▶ Instaure des peines minimales pour les récidivistes.
- ▶ Exclut l'excuse de minorité pour les mineurs multirécidivistes qui commettent des violences répétées.
- ▶ Soumet à un suivi judiciaire et psychiatrique les condamnés atteints de troubles mentaux et sexuels.

# Santé et Solidarité

(Lutte contre l'exclusion, Personnes handicapées, Santé, Sécurité sociale)

Loi du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'**hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Pierre FOURCADE, sénateur des Hauts-de-Seine (n° 2011-940 et n° 2009-879)

- ▶ Introduit dans le code de la santé publique et dans le code de la sécurité sociale des modifications concernant la réforme "HPST".
- ▶ Crée la société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA), qui donne un cadre juridique nouveau aux professionnels de santé médicaux et paramédicaux qui souhaitent travailler ensemble.
- ▶ Supprime l'obligation des déclarations d'absence pour les médecins libéraux et le caractère conventionnel du contrat santé-solidarité.
- ▶ Octroie la personnalité juridique aux maisons de santé et précise leur composition.

Loi du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des **maisons départementales des personnes handicapées** et portant diverses dispositions relatives à la **politique du handicap**, adoptée à l'initiative de M. Paul BLANC, sénateur des Pyrénées-Orientales (n° 2011-901)

38

- ▶ Consolide le statut des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), en faisant des actuels groupements d'intérêt public des structures à durée indéterminée.
- ▶ Clarifie les compétences des MDPH et adapte le statut de leurs personnels.
- ▶ Donne une base légale aux plans régionaux pour l'insertion des travailleurs handicapés.
- ▶ Étend aux jeunes handicapés l'application des mesures relatives à la protection de la santé et de la sécurité au travail.
- ▶ Définit les conditions de mise en œuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière.

Loi du 28 juillet 2011 de **financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011** (n° 2011-894)

- ▶ Met en place un dispositif relatif à la prime de partage de la valeur ajoutée : toute hausse des dividendes versés aux actionnaires doit être accompagnée, en contrepartie, du versement d'une prime pour tous les salariés. Des exonérations sociales spécifiques sont attachées à cette prime.
- ▶ Présente les objectifs de la branche maladie, maternité, invalidité et décès, de dépenses d'assurance maladie, de la branche accidents du travail – maladies professionnelles, de dépenses de la branche famille et de dépenses de la branche vieillesse.

## Loi du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la **médecine du travail**, adoptée à l'initiative de M. Nicolas ABOUT, sénateur des Yvelines (n° 2011-687)

---

- Définit les missions des services de la médecine au travail et la manière dont elles sont menées à bien.
- Formalise les échanges entre le médecin du travail et l'employeur.
- Organise la gestion paritaire des services de santé interentreprises.
- Fixe le rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises.
- Détermine les conditions de fonctionnement des services de santé au travail dans le secteur agricole.

## Loi du 7 juillet 2011 relative à la **bioéthique** (n° 2011-814)

---

- Actualise les dispositions de la loi de bioéthique du 6 août 2004 au regard des évolutions médicales et sociales.
- Confirme le recours à l'assistance médicale à la procréation (AMP) uniquement en cas d'infertilité médicale.
- Confirme l'autorisation de la congélation ovocytaire ultra rapide (ou vitrification) et l'anonymat des donneurs de gamètes.
- Maintient le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches. Des dérogations sont prévues mais strictement encadrées.
- Autorise le don croisé d'organes en cas d'incompatibilité entre proches et étend le champ des donneurs vivants. L'anonymat entre donneur et receveur est respecté.
- Précise que les femmes enceintes doivent recevoir une information "loyale, claire et adaptée à la situation" concernant les examens entrant dans le cadre du diagnostic prénatal (DPN).
- Prévoit, comme les précédentes lois, une clause de révision dans un délai de sept années après son entrée en vigueur.

39

## Loi du 5 juillet 2011 relative aux **droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** (n° 2011-803)

---

- Fait suite à l'évaluation du bilan de la loi du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation.
- A pour objectif de lever les obstacles à l'accès aux soins, notamment en simplifiant le dispositif d'hospitalisation sur demande d'un tiers.
- Substitue à la notion d'hospitalisation celle de soins sans consentement.
- Rend possible la prise en charge des patients hospitalisés sous contrainte au moyen de soins ambulatoires et non plus seulement au moyen d'hospitalisations complètes. Le médecin pourra ainsi proposer au patient un programme de soins à l'extérieur de l'hôpital.
- Renforce l'encadrement des sorties des patients hospitalisés pour irresponsabilité pénale ou en Unité pour Malades Difficiles (UMD), pour la sécurité des patients et pour celle des tiers.
- Soumet au contrôle systématique du Juge des Libertés et de la Détention (JLD) le bien-fondé des hospitalisations complètes sous contrainte, dès lors que leur durée excède 15 jours, puis 6 mois. Cette saisine automatique s'ajoute à la saisine facultative, exercée à tout moment par la personne soignée.
- Soumet la prolongation d'une mesure d'hospitalisation d'office à la demande conforme de deux psychiatres.
- Renforce l'information des patients sur leurs droits et les raisons des soins qui leur sont imposés.

---

## Loi du 20 décembre 2010 de **financement de la sécurité sociale pour 2011** (n° 2010-1594)

---

- Réduit le déficit du régime général, qui avait atteint 24,8 milliards d'euros en 2010, à 20,9 milliards d'euros en 2011.
- Poursuit la réforme de la sécurité sociale et s'articule autour de 4 axes : le financement de réforme des retraites, la reprise de la dette sociale par la CADES, la continuité de la politique de réduction des niches sociales, ainsi que celle de la maîtrise des dépenses d'assurance maladie.
- Poursuit, s'agissant des dépenses, la politique de maîtrise des dépenses d'assurance maladie. L'objectif de progression des dépenses (ONDAM) fixé en 2010 à 3 % a été respecté pour la première fois depuis sa création en 1997. L'effort est amplifié en 2011 avec un objectif limité à 2,9 %.

---

## Loi organique du 13 novembre 2010 relative à la **gestion de la dette sociale** (n° 2010-1380)

---

- Organise la reprise de dette par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).
- Repose sur un schéma équilibré : l'allongement modéré de la durée de vie de la CADES (quatre années), l'apport de ressources nouvelles à hauteur de 3,5 milliards d'euros en 2011 et, pour financer les déficits de la branche retraite 2011-2018, la mobilisation du Fonds de réserve pour les retraites.

---

## Loi du 30 juin 2010 tendant à suspendre la commercialisation de **biberons produits à base de bisphénol A**, adoptée à l'initiative de M. Yvon COLLIN, sénateur du Tarn-et-Garonne (n° 2010-729)

---

- Suspend la commercialisation de biberons produits à base de Bisphénol jusqu'à l'adoption d'un avis par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, autorisant à nouveau la présence de cette molécule.

---

## Loi du 2 mars 2010 visant à créer une **allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie**, adoptée à l'initiative de M. Jean LEONETTI, député des Alpes-Maritimes (n° 2010-209)

---

- Vise à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie, limitée à trois semaines et financée par le régime d'assurance maladie de l'accompagnant.
- Procède à plusieurs adaptations du congé d'accompagnement d'un proche en fin de vie.
- Substitue l'expression "congé de solidarité familiale", à celle de "congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie" applicable aux fonctionnaires et militaires.

## Loi du 24 décembre 2009 de **financement de la sécurité sociale pour 2010** (n° 2009-1646)

---

- vise à sauvegarder les droits à retraite des mères de famille (majoration de durée d'assurance).
- Poursuit l'objectif de rationalisation de plusieurs dispositifs d'exonération (plus-values mobilières, contrats d'assurance vie, suppression du droit à l'image collectif des sportifs) et d'élargissement du financement de la sécurité sociale à des éléments de rémunération accessoires aux salaires (retraites chapeau, stock-options).
- Renforce la politique de lutte contre les fraudes et le travail dissimulé.

## Loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'**hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** (n° 2009-879)

---

- vise à garantir aux concitoyens, partout en France, des soins de qualité, en toute sécurité, et à préserver les valeurs solidaires de notre système de santé.
- Élargit et précise le contenu des missions de service public en renforçant les garanties données aux patients dans ce cadre, en améliorant la gouvernance des établissements publics de santé et en ouvrant de nouvelles possibilités de coopération aux établissements.
- Rend les soins plus accessibles sur l'ensemble du territoire en renforçant la lutte contre les discriminations financières dans l'accès aux soins, en ouvrant la voie à une réforme complète de la biologie médicale et à une refonte des ordres médicaux et en modifiant la formation des professionnels de santé.
- Fait de l'éducation thérapeutique une priorité de santé publique et met l'accent sur la santé environnementale, la lutte contre l'obésité et la santé des femmes.
- Unifie le service public régional de la santé au sein des Agences régionales de santé (ARS), qui regroupent les sept structures actuellement chargées des politiques de santé dans les départements et les régions.

41

## Loi du 17 décembre 2008 de **financement de la sécurité sociale pour 2009** (n° 2008-1330)

---

- Poursuit l'effort de redressement structurel des finances sociales et traduit les engagements pris dans le cadre du "Rendez-vous sur les retraites".
- Met en œuvre les mesures adoptées dans le cadre de ce rendez-vous en matière d'emploi des seniors : revalorisation de la surcote, libéralisation du cumul emploi-retraite, report de l'âge de mise à la retraite d'office, réforme des limites d'âge des personnels navigants et des fonctionnaires.
- Porte une réduction des dépenses supérieures à 3 milliards d'euros.

## Loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le **revenu de solidarité active** et réformant les politiques d'insertion (n° 2008-1249)

---

- Modifie les politiques d'insertion en créant le revenu de solidarité active (RSA).
- Créé un dispositif garantissant à chaque personne sans travail que la reprise d'un emploi se traduira dans tous les cas par une augmentation de ses ressources.
- Élimine les effets de seuil avec le RSA, qui se substitue au RMI et l'allocation parent isolé (API).
- Détermine un financement conjoint par l'État et les départements.

Loi du 16 avril 2008 relative à la **journée de solidarité**, adoptée à l'initiative de M. Jean LEONETTI, député des Alpes-Maritimes (n° 2008-351)

---

- ▶ Fait de la journée de solidarité un temps de travail supplémentaire qui peut, le cas échéant, être fractionné. À défaut d'accord collectif, il reviendra à l'employeur d'en déterminer les modalités d'accomplissement.

Loi du 15 avril 2008 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du **médicament** (n° 2008-337)

---

- ▶ Prévoit de ratifier conformément à l'article 38 de la Constitution, l'ordonnance du 26 avril 2007 et d'en compléter certaines dispositions.
- ▶ Rétablit les prérogatives de contrôle des agents des douanes dans les échanges intracommunautaires pour certaines catégories de produits dits "sensibles" et limitativement énumérés.
- ▶ Complète la liste des produits susceptibles de faire l'objet d'un contrôle douanier par les produits suivants.

Loi du 19 décembre 2007 de **financement de la sécurité sociale pour 2008** (n° 2007-1786)

---

- ▶ Engage les réformes pour répondre au déficit structurel avec des outils nouveaux de régulation des dépenses.
- ▶ Instaure des franchises médicales pour les nouveaux besoins de santé publique.
- ▶ Clarifie les relations État-Sécurité sociale.
- ▶ Apporte 2 milliards d'euros de recettes nouvelles à la sécurité sociale (mesures favorisant l'activité des seniors, prélèvement à la source des contributions fiscales et sociales sur les dividendes).

# Sécurité et Défense

Loi du 28 juillet 2011 tendant à faciliter **l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure** adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, sénateur représentant les Français établis hors de France et M. Michel BOUTANT, sénateur de la Charente (n° 2011-892)

- ▶ Crée le dispositif de réserve de sécurité nationale.
- ▶ Permet de mobiliser les réservistes militaires et civils non seulement en cas de déclaration de l'état d'urgence, mais aussi lorsque se produit une crise de portée nationale : attaque terroriste majeure, pandémie à forte létalité, catastrophe naturelle ou technologique de grande ampleur.
- ▶ Modernise le service de défense, qui prend l'appellation de service de sécurité nationale.

Loi du 20 juillet 2011 relative à l'engagement **des sapeurs-pompiers volontaires** et à son cadre juridique, adoptée à l'initiative de M. Pierre MOREL-A-L'HUISSIER, député de Lozère (n° 2011-851)

- ▶ Contient plusieurs dispositions visant à reconnaître de nouvelles garanties aux sapeurs-pompiers volontaires notamment en matière de protection sociale et à transcrire les conclusions de la Commission "Ambition Volontariat", destinées à valoriser et encourager l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires.
- ▶ Définit et encadre l'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire.
- ▶ Crée un Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires.

Loi du 22 juin 2011 relative au **contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité** (n° 2011-702)

- ▶ Transpose en droit national deux directives du "paquet défense".
- ▶ Réforme et simplifie le système de contrôle national pour les transferts de produits liés à la défense au sein de l'Union européenne.
- ▶ Modernise les procédures actuelles régissant l'importation et l'exportation des matériels de guerre.
- ▶ Harmonise les procédures de passation de marchés de défense et de sécurité entre les membres de l'Union européenne.

## Loi du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (n° 2011-267)

---

- Renforce les peines à l'encontre des auteurs de crimes commis sur des représentants de l'ordre ou des personnes vulnérables.
- Comprend une série de dispositions dont les principales sont, en ce qui concerne les outils opérationnels des forces de sécurité intérieure :
  - l'actualisation du cadre juridique de la vidéoprotection et des bases de données
  - la lutte contre la cybercriminalité et notamment la pédopornographie
  - la lutte contre le vol des téléphones portables
  - le renforcement du contrat de responsabilité parentale
  - les mesures de couvre-feu pour les mineurs
  - la lutte contre les violences dans les stades
  - la création d'un Conseil national des activités privées de sécurité
  - le renforcement des compétences des polices municipales.
- Prévoit par ailleurs une récupération plus rapide des points perdus pour de petites infractions routières, tout en maintenant la plus grande fermeté sur les délits routiers.

## Loi du 14 mars 2011 relative à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs (n° 2011-266)

---

- Renforce l'efficacité, la cohérence et le caractère dissuasif de l'arsenal juridique national en matière de prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, suivant les orientations stratégiques du Livre blanc et conformément aux obligations internationales.
- Crée un intitulé spécifique au sein du code de procédure pénale ("Procédure applicable aux infractions contribuant à la prolifération des armes de destruction massive"), sur le même principe que la lutte contre le terrorisme.
- Prévoit des dispositions plus dissuasives, telles que la création d'une incrimination du "financement" des actes contribuant à la prolifération, ainsi que l'aggravation des peines encourues et l'allongement des délais de prescription : 20 ans de réclusion criminelle pour les infractions de trafic d'armes de destruction massive, 30 ans en cas d'infraction commise en bande organisée et criminalisation des délits de trafic d'agents et toxines biologiques.

## Loi du 5 janvier 2011 relative à la reconversion des militaires (n° 2011-14)

---

- Favorise l'accès des militaires à l'emploi civil, à l'issue de leur parcours au sein des armées et formations rattachées.
- Assouplit les modalités du congé de reconversion pour l'adapter à la diversité des parcours de formation du secteur civil.
- Propose aux militaires un congé pour création ou reprise d'entreprise, à l'instar du dispositif applicable aux fonctionnaires depuis la loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique.

### Loi du 5 janvier 2011 relative à la **lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer** (n° 2011-13)

---

- Donne un cadre juridique précis, en conformité avec la convention des Nation Unies sur le droit de la mer, dite "Convention de Montego Bay", à la répression des actes de piraterie.
- Confère aux commandants des navires de la marine nationale des prérogatives leur permettant de prendre en haute mer et dans les espaces maritimes ne relevant de la juridiction d'aucun État, les mesures adaptées à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer.

### Loi du 20 juillet 2010 tendant à l'élimination des **armes à sous-munitions** (n° 2010-819)

---

- Intègre dans le droit national les stipulations de la Convention d'Oslo relative aux armes à sous-munitions.
- Précise que le stock d'armes à sous-munitions, conservé pour des activités autorisées par la Convention d'Oslo, sera limité aux besoins strictement nécessaires aux activités de formation et de mise au point technique de détection, d'enlèvement ou de destruction de ces armes.

### Loi du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de **détecteurs de fumée** dans tous les lieux d'habitation, *adoptée à l'initiative de M. Pierre MORANGE, député des Yvelines et M. Damien MESLOT, député du Territoire-de-Belfort* (n° 2010-238)

---

- Rend obligatoire, dans un délai de 5 ans à compter de la publication de la loi, l'installation de détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) dans tous les logements individuels ou collectifs, neufs ou anciens.

45

### Loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les **violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public**, *adoptée à l'initiative de M. Christian ESTROSI, député des Alpes-Maritimes* (n° 2010-201)

---

- Complète l'arsenal législatif contre le phénomène des bandes violentes en instaurant une nouvelle incrimination réprimant de façon spécifique la participation à une bande ayant l'intention de commettre des violences ou des atteintes aux biens et renforce les peines pour les délinquants qui dissimulent volontairement leur visage, notamment au moyen de cagoules.
- Vise à sanctuariser les établissements scolaires et à protéger le personnel de l'Éducation nationale en prévoyant que l'intrusion dans un établissement scolaire devient un délit et toute atteinte volontaire commise à l'encontre des professionnels de l'enseignement, mais également contre des membres de leur famille, constitue une circonstance aggravante.
- Aggrave les sanctions et les mesures d'interdiction de stade à l'encontre des auteurs d'actes délinquants commis dans les enceintes sportives.

---

### Loi du 5 janvier 2010 relative à la **reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** (n° 2010-2)

---

- Facilite l'indemnisation des personnes atteintes de maladies radio-induites provoquées par les essais nucléaires réalisés par la France.

---

### Loi du 3 août 2009 relative à la **gendarmerie nationale** n° (2009-971)

---

- Prévoit le rattachement organique et opérationnel de la gendarmerie nationale au ministère de l'Intérieur et place ainsi deux forces de sécurité intérieure sous l'autorité du même ministre.
- Fixe les missions la gendarmerie nationale définie comme une force armée instituée pour veiller à l'exécution des lois.

---

### Loi du 29 juillet 2009 relative à la **programmation militaire pour les années 2009 à 2014** et portant diverses dispositions concernant la défense (n° 2009-928)

---

- Procède à la création du conseil de défense et de sécurité nationale qui sera l'enceinte dans laquelle le Président de la République décidera des orientations de notre politique de sécurité nationale. Une formation spécialisée de ce conseil est également créée : le conseil national du renseignement.
- Programme les moyens financiers dont disposera la mission défense et les répartit en fonction des priorités arrêtées par le Livre blanc. 185 milliards d'euros (hors pensions) seront alloués à la mission défense pour les années 2009 à 2014, dont 101 milliards d'euros pour les seuls crédits d'équipement.

46

---

### Loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi du 23 janvier 2006 relative à la **lutte contre le terrorisme** et portant dispositions diverses relatives à la **sécurité** et aux **contrôles frontaliers**, adoptée à l'initiative de M. Hubert HAENEL, président de la Commission des affaires européennes, sénateur du Haut-Rhin (n° 2008-1245)

---

- Proroge jusqu'au 31 décembre 2012 les dispositions de la loi du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme sur le contrôle d'identité à bord des trains internationaux, la réquisition de communications électroniques et l'accès à des fichiers de police administrative.

---

### Loi du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les **chiens dangereux**, adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Françoise FERAT, sénatrice de la Marne et M. Yves DETRAIGNE, sénateur de la Marne (n° 2008-582)

---

- Met l'accent sur la responsabilisation des détenteurs de chiens dangereux, auxquels elle impose une double obligation : obtenir une attestation d'aptitude à la détention de ces chiens et soumettre périodiquement l'animal à une évaluation comportementale.

## Loi du 26 mai 2008 relative aux **emplois réservés** et portant dispositions diverses relatives à la défense (n° 2008-492)

---

- Adapte la procédure permettant aux invalides et aux victimes de la guerre d'être recrutés, par voie d'examen, dans la fonction publique aux réalités des trois fonctions publiques et au nouveau statut général des militaires.
- Étend le bénéfice des emplois réservés aux personnes ayant subi une atteinte à leur intégrité physique du fait de leurs fonctions ou actions au service du public, ainsi qu'à leur conjoint survivant ou partenaire d'un PACS et à leurs orphelins.
- Permet une meilleure gestion des candidatures et des postes à pourvoir à travers le nouveau dispositif d'inscription des lauréats sur listes régionales et sur liste nationale (d'une validité de trois ans).
- Réaffirme l'accès aux trois fonctions publiques et facilite celui à la fonction publique territoriale par la transmission des listes d'aptitude aux centres de gestion territoriaux.

## Loi du 26 mai 2008 ratifiant l'ordonnance du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un **dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté** et l'ordonnance du 29 mars 2007 relative au **personnel militaire** modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense (n° 2008-493)

---

- vise à prendre par ordonnance des mesures d'urgence pour l'emploi et instaurer un dispositif d'accompagnement et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté pour leur permettre l'obtention de diplômes ou titres professionnels.
- Modifie et complète la partie législative du code de la défense et le code civil.

47

## Loi du 13 février 2008 relative à la **sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction**, adoptée à l'initiative de M. Pierre HÉRISSON, sénateur de la Haute-Savoie (n° 2008-136)

---

- vise à mieux encadrer la fabrication et l'exploitation des manèges afin d'éviter les accidents comme celui intervenu à l'été 2007.

## Loi du 9 octobre 2007 portant création d'une **délégation parlementaire au renseignement** (n° 2007-1443)

---

- Permet d'instaurer un suivi des services de renseignement par les représentants de la Nation, tout en respectant l'indispensable secret de leurs activités.

# Société

(Famille, Jeunes, Lutte contre les discriminations, Sport)

**Loi du 1<sup>er</sup> juin 2011 relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016, adoptée à l'initiative de M. Bernard DEPIERRE, député de la Côte-d'Or (n° 2011-617)**

- ▶ Permet aux baux emphytéotiques administratifs conclus dans le cadre de projets de construction ou de rénovation de stades destinés à accueillir l'Euro 2016 de devenir éligibles aux mêmes aides que les projets réalisés sous le régime de la loi de juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.
- ▶ Prévoit que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent apporter des aides à ces projets.
- ▶ Rend possible le recours à l'arbitrage pour les personnes morales de droit public pour les contrats en lien avec la construction ou la rénovation des enceintes sportives destinées à accueillir l'Euro 2016 et des équipements connexes permettant le fonctionnement de celles-ci, ainsi qu'avec l'organisation et le déroulement de la compétition.

**Loi du 27 janvier 2011 relative à la **représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle**, adoptée à l'initiative de M. Jean-François COPÉ, député de Seine-et-Marne, M<sup>me</sup> Marie-Jo ZIMMERMANN, députée de Moselle, M. Christian JACOB, président du groupe UMP, député de Seine-et-Marne et M<sup>me</sup> Michèle TABAROT, présidente de la Commission des affaires culturelles, députée des Alpes-Maritimes (n° 2011-103)**

48

- ▶ Prévoit, pour mettre fin à la sous représentation des femmes dans les directions d'entreprise, la composition à parité des conseils d'administration pour les entreprises cotées, ainsi que celles disposant d'un conseil de surveillance et considère comme nulles les nominations intervenant en contradiction de ce principe.
- ▶ Permet aux sociétés de disposer d'un délai de 5 ans pour s'adapter aux dispositions de la loi, à raison d'une composition égale ou supérieure à 20 % de femmes dans les conseils d'administration, d'ici à 18 mois, et de 40 % d'ici à 4 ans et prévoit que le non-respect de ces quotas entraînerait la nullité des décisions du conseil d'administration.
- ▶ Étend ces règles aux entreprises du secteur public et aux EPCI et EPA soumis aux règles du droit privé pour leurs personnels.

## Loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (n° 2010-1192)

---

- ▶ Met en œuvre, avec une période transitoire initiale, le principe d'interdiction générale de la dissimulation du visage dans l'espace public, aussi bien sur la voie publique que dans les services publics.
- ▶ Distingue la dissimulation du visage, sanctionnée d'une amende de 150 euros et/ou de l'obligation de suivre un stage de citoyenneté, et le délit de dissimulation forcée du visage d'autrui, puni d'un an d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.
- ▶ Instaure un certain nombre d'exceptions au principe d'interdiction (manifestations culturelles, religieuses, traditionnelles, sportive etc.).
- ▶ Aggrave la sanction lorsque le délit de dissimulation forcée est commis sur une mineure.

## Loi du 9 juin 2010 visant à encadrer la profession d'agent sportif, adoptée à l'initiative de M. Jean-François HUMBERT, sénateur du Doubs (n° 2010-626)

---

- ▶ Pallie les défauts de la législation actuelle comme l'encadrement insuffisant des activités des agents extracommunautaires, un régime d'incompatibilités trop restreint et des contrôles déficients, conduisant à la généralisation des pratiques illégales.
- ▶ Interdit la délivrance de licences aux personnes morales et la rémunération d'un intermédiaire à l'occasion de la signature d'un contrat sportif par un joueur de moins de 18 ans.
- ▶ Oblige les agents étrangers extracommunautaires à conclure une convention de présentation avec un agent français pour négocier un contrat impliquant un club français.
- ▶ Autorise la rémunération des agents de joueurs par les clubs.

49

## Loi du 9 juin 2010 relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels, adoptée à l'initiative de M. Jean ARTHUIS, président de la Commission des finances, sénateur de la Mayenne (n° 2010-625)

---

- ▶ Vise à sécuriser le fonctionnement des maisons d'assistants maternels en apportant un fondement légal au mécanisme de délégation d'accueil : les parents pourront désormais autoriser l'assistant qu'ils emploient à déléguer temporairement l'accueil de leur enfant à un ou plusieurs de ses collègues exerçant dans la même maison. L'autorisation devra figurer sur le contrat de travail.
- ▶ Apporte une triple sécurité aux parents, qui gardent la maîtrise de leur contrat de travail avec l'assistant maternel, aux assistants maternels, qui conservent un contrat de travail identique à celui qui est signé lors d'un accueil à domicile et aux présidents de conseils généraux qui seront dorénavant protégés par la loi.
- ▶ Donne, dans le respect de la décentralisation, le choix aux conseils généraux de recourir ou non à une convention et n'accorde donc à cette dernière qu'un caractère facultatif. Les conseils généraux resteront libres d'organiser les modalités de fonctionnement des maisons d'assistants maternels qui se développent sur leur territoire.

Loi du 10 mars 2010 relative au **service civique**, adoptée à l'initiative de M. Yvon COLLIN, sénateur de Tarn-et-Garonne (n° 2010-241)

- ▶ Vise à substituer au service civil volontaire issu de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 qui n'a pas atteint ses objectifs ainsi qu'à plusieurs autres dispositifs existants fondés sur le volontariat, un nouveau service civique, afin de créer un statut plus homogène, plus lisible et plus attractif.

Loi du 3 juillet 2008 relative à la lutte contre le **trafic de produits dopants** (n° 2008-650)

- ▶ Introduit une infraction pénale de détention de produits dopants et complète la gamme des incriminations pénales en matière de trafic : seront désormais prohibés la fabrication, la production, l'importation, l'exportation et le transport illicites de produits dopants.
- ▶ Renforce les pouvoirs de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la **lutte contre les discriminations** (n° 2008-496)

- ▶ Reprend les définitions qui prévalent en droit communautaire de la discrimination directe et de la discrimination indirecte, ainsi que du harcèlement.
- ▶ Interdit, notamment pour l'accès à l'emploi et à la formation, toutes discriminations en raison de la race, du sexe, de l'appartenance à un syndicat, de la grossesse ou de la maternité etc.

Loi du 26 février 2008 facilitant l'**égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général**, adoptée à l'initiative de M. Jean-Luc WARSMANN, président de la Commission des lois, député des Ardennes (n° 2008-175)

- ▶ Opère une unification des régimes en vigueur après la loi du 31 janvier 2007 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives.
- ▶ Étend ainsi les cas de remplacement du conseiller général titulaire par le suppléant d'un autre sexe aux cas de démission pour cause de cumul lorsqu'un député ou un sénateur est concerné.

# Travail, Économie, Emploi

(Agriculture & pêche, Consommation, Commerce, Économie numérique, Entreprise, Emploi & formation professionnelle, Tourisme, Travail & relations sociales)

Loi du 28 juillet 2011 pour le **développement de l’alternance et la sécurisation des parcours professionnels** adoptée à l’initiative de M. Gérard CHERPION, député des Vosges, M. Bernard PERRUT, député du Rhône et M. Jean-Charles TAUGOURDEAU, député de Maine-et-Loire (n° 2011-893)

- ▶ Vise à développer l’alternance afin de faire évoluer la situation et l’insertion des jeunes sur le marché du travail.
- ▶ Crée une carte “étudiant des métiers” pour que l’apprenti bénéficie des mêmes avantages que les étudiants.
- ▶ Sécurise les parcours professionnels tout au long de la vie, à travers le développement de groupements d’employeurs et la création d’un contrat de sécurisation professionnelle.
- ▶ Encadre les stages en entreprise et consacre les droits des stagiaires.

Loi du 26 mai 2011 relative au **prix du livre numérique**, adoptée à l’initiative de M. Jacques Legendre, président de la commission de la culture, sénateur du Nord et M<sup>me</sup> Catherine Dumas, sénatrice de Paris (n° 2011-590)

- ▶ Fixe un cadre souple de régulation du prix du livre numérique.
- ▶ Prévoit, pour faire face à l’émergence du livre numérique, l’obligation pour l’éditeur de fixer un prix de vente pour chaque offre commerciale se rapportant à un livre numérique, afin de ne pas léser les ayants droits du livre.
- ▶ Respecte les grands principes d’unité du marché intérieur européen, notamment, pour le commerce électronique.

Loi du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d’**adaptation de la législation au droit de l’Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** (n° 2011-302)

- ▶ Met le droit français en conformité avec les obligations résultant du droit de l’Union européenne.
- ▶ Élimine les obstacles juridiques et administratifs qui freinent la croissance des marchés, tout en préservant les acquis sociaux des pays d’accueil.
- ▶ Prévoit notamment de faciliter l’établissement des petites et moyennes entreprises en Europe.

## Loi du 7 décembre 2010 portant **nouvelle organisation du marché de l'électricité** (n° 2010-1488)

---

- ▶ Réorganise le marché de l'électricité en prévoyant que les fournisseurs alternatifs d'électricité pourraient conclure des contrats d'achat d'électricité de base avec EDF à un prix et pour une quantité régulés, dans des conditions économiques similaires à celles d'EDF.
- ▶ Contraint les fournisseurs à disposer en permanence de capacités de production et d'effacement suffisantes, pour assurer le bon équilibre entre offre et demande.
- ▶ Maintient les tarifs réglementés de vente pour les petits consommateurs.
- ▶ Élargit le champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie à la gestion de l'accès à l'électricité de base et à l'élaboration des tarifs de vente.
- ▶ Met en conformité de la taxation de la consommation de l'électricité avec la directive européenne relative à la fiscalité de l'énergie.
- ▶ Transpose les dispositions du troisième paquet électrique, énergétique et gazier dit "MIEG" relatives à la protection des consommateurs d'électricité et de gaz naturel.

## Loi organique du 10 novembre 2010 relative à la **limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire** (n° 2010-1341)

---

- ▶ Prévoit que les magistrats de l'ordre judiciaire se voient appliquer les modifications prévues par la réforme des retraites, et notamment le relèvement de l'âge d'ouverture des droits à pension.

52

## Loi du 9 novembre 2010 portant **réforme des retraites** (n° 2010-1330)

---

- ▶ Rééquilibre le financement du système français de retraites par répartition au moyen, notamment, du report de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2018. Cette réforme s'applique aussi bien aux salariés du secteur public que du secteur privé.
- ▶ Élargit le dispositif de retraite anticipée pour les carrières longues, institué par la loi du 21 août 2003 relative à la réforme des retraites et introduit un dispositif de départ anticipé pour pénibilité.
- ▶ Aligne le taux de cotisation du secteur public sur celui du secteur privé à 10,55 % pour faire face au déséquilibre du financement des caisses de retraites.
- ▶ Renforce les dispositifs de solidarité en faveur des personnes les plus fragiles en élargissant l'accès à la retraite anticipée pour handicap et en améliorant la prise en charge des situations de congé maternité ainsi que de chômage en début de carrière.
- ▶ Clarifie les dispositions relatives à la pénibilité.

## Loi du 22 octobre 2010 de **régulation bancaire et financière** (n° 2010-1249)

---

- ▶ Prévoit de renforcer la supervision des acteurs et des marchés financiers.
- ▶ Institue un conseil de régulation financière et du risque systémique, ainsi que l'enregistrement et le contrôle des agences de notation.
- ▶ Octroie à l'Autorité des Marchés Financiers des pouvoirs d'urgence.

## Loi du 15 octobre 2010 complétant les dispositions relatives à la **démocratie sociale** issues de la loi du 20 août 2008 (n° 2010-1215)

---

- ▶ Vise à prendre en compte les choix des salariés des entreprises de moins de onze salariés dans la détermination de l'audience des organisations syndicales au niveau des branches comme au plan interprofessionnel.
- ▶ Propose d'organiser à cette fin un scrutin régional tous les quatre ans au plus tard à la fin de l'année 2012.

## Loi du 27 juillet 2010 de **modernisation de l'agriculture et de la pêche** (n° 2010-874)

---

- ▶ Instaure une politique publique de l'alimentation à travers un plan national pour l'alimentation, la mise en place de règles nutritionnelles dans les cantines et le développement des circuits courts.
- ▶ Contractualise les relations entre les acheteurs et les producteurs pour donner de la visibilité aux producteurs sur leurs revenus.
- ▶ Encadre les pratiques commerciales (suppression des remises, rabais, ristournes) et renforce le champs d'action de l'Observatoire des prix et des marges.
- ▶ Améliore et étend le dispositif de couverture des risques climatiques, environnementaux et sanitaires.
- ▶ Renforce l'organisation des producteurs pour leur permettre de peser davantage dans les négociations commerciales.
- ▶ Préserve les terres agricoles et lutte contre la spéculation foncière.
- ▶ Met en place une aide à l'installation de jeunes agriculteurs.
- ▶ Favorise une augmentation de la récolte de bois et instaure une défiscalisation de l'assurance-forêt.
- ▶ Réorganise et simplifie l'organisation professionnelle des pêches, facilite le dialogue entre scientifiques et pêcheurs et définit un cadre pour accompagner le développement de l'aquaculture marine.
- ▶ Adopte des mesures spécifiques pour développer l'agriculture et la pêche outre-mer et protéger le foncier agricole.

53

## Loi du 23 juillet 2010 relative aux **réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** (n° 2010-853)

---

- ▶ Met en œuvre la réforme du réseau des chambres de commerce et d'industrie et de celui des chambres de métiers et de l'artisanat.
- ▶ Procède au renforcement des niveaux régionaux et de l'échelon national de chacun de ces réseaux.
- ▶ Réforme le régime administratif de plusieurs professions réglementées, afin d'en faciliter le développement (experts-comptables, agents d'artistes, organismes privés de placement, grossistes).

---

## Loi du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant **réforme du crédit à la consommation** (n° 2010-737)

---

- ▶ Vise à rendre le crédit à la consommation plus responsable afin de lutter contre le surendettement au travers de mesures telles que la mention d'un avertissement légal sur les publicités, l'obligation pour le prêteur de consulter le Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) pour vérifier la solvabilité de l'emprunteur, l'établissement d'une fiche de dialogue par les cocontractants pour les crédits souscrits sur le lieu de vente et à distance, une information mensuelle de l'emprunteur sur la durée estimée de remboursement du capital via un état actualisé d'exécution du contrat de crédit.
- ▶ Modifie la procédure de traitement du surendettement des particuliers en réduisant les délais légaux d'examen par les commissions départementales de surendettement, en prévoyant la suspension automatique des procédures d'exécution diligentées contre le débiteur à compter de la décision de recevabilité, en attribuant aux commissions certains pouvoirs qui relevaient jusqu'à présent du juge et en instituant une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

---

## Loi du 15 juin 2010 relative à l'**entrepreneur individuel à responsabilité limitée** (n° 2010-658)

---

- ▶ Institue l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, qui permet la création d'un patrimoine professionnel séparé sur simple déclaration au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.
- ▶ Limite la responsabilité de l'entrepreneur à l'actif professionnel affecté.
- ▶ Fait des biens professionnels la garantie des créanciers.

54

---

## Loi du 7 juin 2010 **autorisant les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé**, adoptée à l'initiative de M. Ladislav PONIATOWSKI, sénateur de l'Eure (n° 2010-607)

---

- ▶ Permet aux clients résidentiels et aux entreprises de moins de cinquante salariés, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas cinquante millions d'euros, de revenir au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 2010, aux tarifs réglementés d'électricité.

---

## Loi du 18 mai 2010 visant à garantir de **justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement**, adoptée à l'initiative de M. François SAUVADET, député de Côte d'or et M. Philippe FOLLIOT, député du Tarn (n° 2010-499)

---

- ▶ Garantit au salarié licencié que la proposition de reclassement qui lui sera faite, lui assurera une rémunération équivalente.
- ▶ Permet au salarié d'actionner la procédure de reclassement, en lui laissant la possibilité de préciser ses exigences en matière de localisation et de rémunération, pour les offres d'emploi à l'étranger.

## Loi du 12 mai 2010 relative à l'**ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne** (n° 2010-476)

---

- ▶ Propose de légaliser l'offre crédible par une stricte procédure d'agrément pour mieux stigmatiser les opérateurs illégaux et accroître les obstacles techniques et juridiques à leur activité.

## Loi du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique **La Poste** et aux **activités postales** (n° 2010-123)

---

- ▶ Transforme la personne morale de droit public La Poste en société anonyme, dont le capital est détenu par l'État ou par d'autres personnes morales appartenant au secteur public.
- ▶ Réaffirme les quatre missions de service public assignées à La Poste.

## Loi du 17 décembre 2009 relative à la **lutte contre la fracture numérique**, *adoptée à l'initiative de M. Xavier PINTAT, sénateur de la Gironde* (n° 2009-1572)

---

- ▶ Encadre et rationalise le développement de l'accès au très haut débit, avant l'application du plan "France numérique 2012" prévoyant une couverture numérique totale du territoire français en 2012.
- ▶ Renforce les dispositifs d'accompagnement et d'assistance pour tous les Français dans le cadre de la transition vers la télévision tout numérique.

55

## Loi du 24 novembre 2009 relative à l'**orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** (n° 2009-1437)

---

- ▶ Crée un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels pour former les demandeurs d'emploi et les salariés peu qualifiés.
- ▶ Donne aux organismes collecteurs une plus grande surface financière et les organise par grands secteurs d'activité.
- ▶ Simplifie les outils de la formation notamment en ouvrant le bénéfice du congé individuel de formation aux formations organisées en dehors du temps de travail, en permettant l'utilisation du droit individuel à la formation après rupture du contrat de travail et en simplifiant le plan de formation de l'entreprise.
- ▶ Fait de l'orientation professionnelle une mission d'intérêt général permettant à toute personne quels que soient son âge ou son statut d'accéder à des services bien identifiés et labellise les organismes participant à cette mission.
- ▶ Renforce la coordination des actions de l'État, des conseils régionaux et des partenaires sociaux, notamment en contractualisant le plan régional de développement des formations professionnelles avec l'État et en associant les partenaires sociaux à son élaboration.

Loi du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l'**accès au crédit des petites et moyennes entreprises**, adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> Chantal BRUNEL, député de la Seine-et-Marne (n° 2009-1255)

---

- ▶ Améliore le suivi des financements "fléchés" à destination des PME.
- ▶ Favorise le développement de certains segments des marchés financiers.
- ▶ Impose l'amélioration de la collecte de données aux organismes de régulation comme l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) et la Banque de France.
- ▶ Prévoit la motivation des réductions ou interruption de crédit bancaire aux entreprises.
- ▶ Oblige les établissements de crédit à communiquer aux entreprises, à leur demande, une explication de la notation interne dont elles font l'objet.
- ▶ Prévoit des sanctions pour les établissements de crédit qui ne respecteraient pas les conditions légales d'emploi des fonds collectés sur les livrets A et les livrets de développement durable non centralisés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Loi du 10 août 2009 **réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires**, adoptée à l'initiative de M. Richard MALLIE, député des Bouches-du-Rhône (n° 2009-974)

---

- ▶ Réaffirme le principe du repos hebdomadaire le dimanche pour les salariés.
- ▶ Compense la privation du repos dominical par une rémunération au moins égale au double et par un repos compensateur équivalent en temps.

56

Loi du 22 juillet 2009 de **développement et de modernisation des services touristiques** (n° 2009-888)

---

- ▶ Modernise certains métiers du tourisme, rénove l'offre touristique et améliore l'accès aux services touristiques, notamment celui des personnes les plus modestes.
- ▶ Réforme en profondeur le classement hôtelier.
- ▶ Substitue à la réglementation définie par la direction du tourisme une régulation sectorielle par un groupement d'intérêt économique, l'Agence de développement touristique.
- ▶ Harmonise, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, le taux de la TVA applicable à l'ensemble de la restauration avec l'application du taux réduit de 5,5 % à toutes les prestations de la restauration à l'exception des boissons alcooliques.
- ▶ Met en place d'un fonds de modernisation de la restauration entre le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et le 30 juin 2012.

## Loi du 18 juin 2009 relative à l'**organe central des caisses d'épargne et des banques populaires** (n° 2009-715)

---

- ▶ Permet la création du nouvel organe central des caisses d'épargne et des banques populaires, le transfert des moyens et du patrimoine nécessaires à l'exercice de ses missions et l'organisation du dialogue social au sein du groupe.
- ▶ Prévoit le soutien financier de l'État à hauteur de 7 milliards d'euros dont 2,05 milliards d'euros apportés par la première tranche de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) souscrits par la Société de prise de participation de l'État (SPPE) fin 2008. tout en instaurant des garanties.

## Loi du 3 décembre 2008 en faveur des **revenus du travail** (n° 2008-1258)

---

- ▶ Modifie le régime de la participation pour donner le choix aux salariés entre le blocage des sommes qui leur reviennent, assorti d'un avantage fiscal, ou la disponibilité immédiate de ces sommes.
- ▶ Subordonne le bénéfice des allègements de cotisations sociales à l'ouverture d'une négociation annuelle dans les entreprises et à la mise à niveau des minima salariaux définis par les conventions de branche.

## Loi du 20 août 2008 portant rénovation de la **démocratie sociale** et réforme du temps de travail (n° 2008-789)

---

57

- ▶ Vise à moderniser le système de représentativité des organisations syndicales de salariés en supprimant la présomption irréfragable de représentativité et en fondant désormais celle-ci sur un ensemble de critères renouvelés et adaptés aux niveaux de l'entreprise, de la branche et interprofessionnel.
- ▶ Prévoit, dans la perspective du passage à un mode de conclusion majoritaire des accords collectifs, de nouvelles règles de validité de ceux-ci, renforçant leur légitimité.

## Loi du 4 août 2008 de **modernisation de l'économie** (n° 2008-776)

---

- ▶ Crée le régime de l'auto-entrepreneur qui permet aux entrepreneurs individuels de s'acquitter auprès d'un seul interlocuteur (Urssaf) de l'impôt sur le revenu, de l'ensemble de leurs cotisations et contributions de sécurité sociale par des versements libératoires mensuels ou trimestriels égaux à un pourcentage de leur chiffre d'affaires.
- ▶ Simplifie l'acte de création d'entreprise.
- ▶ Réduit les délais de paiement en faveur des PME fournisseurs.
- ▶ Simplifie le fonctionnement des sociétés à responsabilité limitée (SARL) et des sociétés par actions simplifiées (SAS).
- ▶ Crée l'Autorité de la concurrence, disposant de pouvoirs d'investigations, de décision et de sanctions accrus par rapport à l'actuel Conseil de la concurrence.
- ▶ Assouplit le régime des soldes.
- ▶ Généralise la distribution du livret A dans tous les réseaux bancaires, en lui conservant son rôle d'instrument de financement de la construction de logements sociaux.

## Loi du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux **droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi** (n° 2008-758)

---

- ▶ Permet d'introduire des critères de détermination de l'offre d'emploi raisonnable.
- ▶ Engage le service public de l'emploi à mettre en œuvre toutes les actions jugées nécessaires pour faciliter le retour à l'emploi et propose au demandeur d'emploi des offres d'emplois considérées comme raisonnables.
- ▶ Engage le demandeur d'emploi à accepter ces offres et prévoit une sanction en cas de refus répété.

## Loi du 3 juillet 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du **droit des sociétés** au droit communautaire (n° 2008-649)

---

- ▶ Facilite la fusion des sociétés de capitaux.
- ▶ Renforce les informations devant figurer dans le rapport sur le contrôle interne des sociétés anonymes, en obligeant celles-ci à indiquer si elles appliquent les dispositions d'un code de bonne conduite en matière de gouvernement d'entreprise.

## Loi du 25 juin 2008 portant **modernisation du marché du travail** (n° 2008-596)

---

- ▶ Procède aux modifications de nature législative rendues nécessaires pour la mise en œuvre des clauses de l'accord national interprofessionnel signé le 21 janvier 2008 par trois organisations patronales (MEDEF, CGPME, UPA) et quatre des cinq syndicats représentatifs au niveau national (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), qui vise à faciliter l'entrée dans l'entreprise, améliorer le parcours en emploi, sécuriser les contrats et améliorer le retour à l'emploi.

58

## Loi du 26 mai 2008 portant conditions de **commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés**, adoptée à l'initiative de M<sup>me</sup> *Élisabeth GUIGOU*, député de Seine-Saint-Denis et M. *Patrice CALMÉJANE*, député de Seine-Saint-Denis (n° 2008-491)

---

- ▶ Autorise la vente des mini-motos et autres engins assimilés exclusivement aux professionnels adhérant à une charte de qualité et interdit de les vendre à des mineurs.
- ▶ Autorise leur circulation uniquement sur des terrains adaptés et, pour les mineurs, dans le cadre d'une pratique sportive.
- ▶ Prévoit la confiscation du véhicule en cas d'infraction.

## Loi du 16 avril 2008 relative à l'**extension du chèque emploi associatif**, adoptée à l'initiative de M. *Jean-Pierre DECOOL*, député du Nord et M. *Jean-François LAMOUR*, député de Paris (n° 2008-350)

---

- ▶ Vise à élargir l'usage du chèque-emploi associatif en relevant l'effectif maximal d'employés des associations autorisées à utiliser ce dispositif de simplification des formalités liées à l'emploi et à la rémunération de salariés.

## Loi du 13 février 2008 relative à la **réforme de l'organisation du service public de l'emploi** (n° 2008-126)

---

- ▶ Crée une nouvelle institution, "Pôle emploi", par fusion de l'ANPE et des réseaux opérationnels de l'UNEDIC, administrée par un conseil d'administration et un directeur général.
- ▶ Crée un Conseil national de l'emploi.
- ▶ Prévoit le versement des allocations par "Pôle emploi" et le recouvrement par les URSSAF à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 des cotisations d'assurance chômage pour le compte de l'UNEDIC.

## Loi du 8 février 2008 pour le **pouvoir d'achat** (n° 2008-111)

---

- ▶ Donne la possibilité de convertir en rémunération les droits correspondant à des journées de réduction du temps de travail (JRTT).
- ▶ Permet de débloquer de manière anticipée, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2008, les sommes qui leur ont été attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise dans la limite de 10 000 euros, à l'exception de celles investies dans un plan d'épargne retraite collective.
- ▶ Permet aux petites entreprises, qui ne sont pas assujetties à l'obligation de versement de la participation, d'accorder, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2008, une prime exceptionnelle à leurs salariés.
- ▶ Fonde l'indice de référence des loyers des baux d'habitation sur l'évolution des prix à la consommation hors loyers et hors tabac, tant pour les nouveaux contrats que pour l'ensemble des contrats en cours.
- ▶ Ramène le montant maximum du dépôt de garantie de deux à un mois de loyer.

59

## Loi du 30 janvier 2008 relative à la **mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur** (n° 2008-89)

---

- ▶ Transpose la directive du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et la directive du 23 septembre 2002 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur.

## Loi du 21 janvier 2008 ratifiant l'ordonnance du 12 mars 2007 relative au **code du travail** (n° 2008-67)

---

- ▶ Ratifie la partie législative du nouveau code du travail, annexée à l'ordonnance du 12 mars 2007 qui a pour but de rendre le droit du travail plus lisible et cohérent.

## Loi du 21 janvier 2008 relative aux **tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel**, adoptée à l'initiative de M. Ladislas PONIATOWSKI, sénateur de l'Eure et M. Xavier PINTAT, sénateur de la Gironde (n° 2008-66)

---

- ▶ Permet le retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé d'électricité et de gaz naturel en cas de changement de site de consommation.

---

**Loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** (n° 2008-3)

---

- ▶ Modifie le calcul du seuil de revente à perte afin que puissent y être intégrés tous les avantages financiers consentis à l'acheteur par le fournisseur.
- ▶ Oblige à formaliser le résultat de la négociation commerciale dans une seule convention pour retracer les avantages consentis par le fournisseur et le distributeur tant du point de vue de la vente que de la revente.

---

**Loi du 24 décembre 2007 ratifiant l'ordonnance relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer** (n° 2007-1821)

---

- ▶ Met en œuvre de nouveaux signes d'identification de la qualité et de l'origine des produits ("montagne", "fermier" etc.).

---

**Loi du 17 décembre 2007 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés, adoptée à l'initiative de M. Jean-Michel FOURGOUS, député des Yvelines et M. Yves CENSI, député de l'Aveyron** (n° 2007-1775)

---

- ▶ Permet aux assureurs de consulter le répertoire national d'identification des personnes physiques afin de savoir si le souscripteur est vivant ou non.

60

---

**Loi du 17 décembre 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier** (n° 2007-1774)

---

- ▶ Adapte notre droit interne à plusieurs normes communautaires en matière économique et financière.

---

**Loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** (n° 2007-1224)

---

- ▶ Préviend les conflits dans les transports terrestres et ferroviaires par le dialogue social et encadre avec plus de rigueur le dépôt des préavis de grève.
- ▶ Garantit, en cas de grève, un service réduit, mais connu par avance de la population et répondant à ses besoins prioritaires.

---

**Loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 2007-1223)**

---

- ▶ Prévoit l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires.
- ▶ Aide à l'accession à la propriété en donnant droit les cinq premières années pour les emprunts souscrits pour l'acquisition de la résidence principale, à un crédit d'impôt sur le revenu égal à 20 % des intérêts versés, dans la limite d'un avantage fiscal annuel de 1 500 euros pour un couple.
- ▶ Allège substantiellement les droits dus sur les successions et donations, avec notamment la suppression des droits de successions entre époux ou partenaires liés par un Pacs, le triplement des abattements applicables en ligne directe ou en faveur des personnes handicapées (de 50 000 euros à 150 000 euros) et entre frères et sœurs (de 5 000 euros à 15 000 euros), l'exonération des dons familiaux de sommes d'argent à hauteur de 30 000 euros.
- ▶ Soutient les jeunes de moins de 26 ans qui travaillent tout en poursuivant des études en les exonérant d'impôt sur le revenu dans la limite de trois fois le montant du SMIC mensuel.
- ▶ Crée une réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au profit des redevables qui investissent dans les PME, ainsi qu'une réduction d'ISF au titre des dons à certains organismes d'intérêt général.
- ▶ Met en place dans certains départements, à titre expérimental, le Revenu de solidarité active (RSA).



	<b>FICHE</b>	<b>PAGE</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHE</b>		
Loi du 27 juillet 2010 de <b>modernisation de l'agriculture et de la pêche</b> (n° 2010-874)	11	53
Loi du 24 décembre 2007 ratifiant l'ordonnance relative à la <b>valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer</b> (n° 2007-1821)	11	60
<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUE DE LA VILLE</b>		
Loi du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux <b>quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer</b> (n° 2011-725)	06	20
Loi du 3 juin 2010 relative au <b>Grand Paris</b> (n° 2010-597)	03	6
Loi du 17 février 2009 pour l' <b>accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés</b> (n° 2009-179)	03	7
<b>BUDGET, FINANCES PUBLIQUES</b>		
Loi du 29 juillet 2011 de <b>finances rectificative (I) pour 2011</b> (n° 2011-900)	05	12
Loi du 20 juillet 2011 de <b>règlement des comptes</b> (n° 2011-859)	05	12
Loi du 29 décembre 2010 de <b>finances pour 2011</b> (n° 2010-1657)	05	13
Loi du 29 décembre 2010 de <b>finances rectificative (IV) pour 2010</b> (n° 2010-1658)	05	13
Loi du 28 décembre 2010 de <b>programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014</b> (n° 2010-1645)	05	13
Loi organique du 13 novembre 2010 relative à la <b>gestion de la dette sociale</b> (n° 2010-1380)	08	40
Loi du 22 juillet 2010 de <b>règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009</b> (n° 2010-832)	05	14
Loi du 7 juin 2010 de <b>finances rectificative (III) pour 2010</b> (n° 2010-606)	05	14
Loi du 7 mai 2010 de <b>finances rectificative (II) pour 2010</b> (n° 2010-463)	05	14

	FICHE	PAGE
<b>BUDGET, FINANCES PUBLIQUES</b>		
Loi du 9 mars 2010 de <b>finances rectificative (I) pour 2010 (investissements d'avenir)</b> (n° 2010-237)	05	14
Loi du 30 décembre 2009 de <b>finances pour 2010</b> (n° 2009-1673)	05	15
Loi du 30 décembre 2009 de <b>finances rectificative (III) pour 2009</b> (n° 2009-1674)	05	15
Loi du 10 août 2009 de <b>règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008</b> (n° 2009-973)	05	16
Loi du 20 avril 2009 de <b>finances rectificative (II) pour 2009</b> (n° 2009-431)	05	16
Loi du 9 février 2009 de <b>programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012</b> (n° 2009-135)	05	16
Loi du 4 février 2009 de <b>finances rectificative (I) pour 2009 (plan de relance)</b> (n° 2009-122)	05	17
Loi du 30 décembre 2008 de <b>finances rectificative pour 2008</b> (n° 2008-1443)	05	17
Loi du 27 décembre 2008 de <b>finances pour 2009</b> (n° 2008-1425)	05	17
Loi du 16 octobre 2008 de <b>finances rectificative pour le financement de l'économie</b> (n° 2008-1061)	05	18
Loi du 1 <sup>er</sup> août 2008 de <b>règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007</b> (n° 2008-759)	05	18
Loi du 25 décembre 2007 de <b>finances rectificative pour 2007</b> (n° 2007-1824)	05	18
Loi du 24 décembre 2007 de <b>finances pour 2008</b> (n° 2007-1822)	05	18
Loi du 31 juillet 2007 de <b>règlement du budget de l'année 2006</b> (n° 2007-1147)	05	18
<b>CHASSE</b>		
■ Loi du 31 décembre 2008 relative à l' <b>amélioration et la simplification du droit de la chasse</b> (n° 2008-1545)	03	7
<b>COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>		
Loi du 26 juillet 2011 fixant le nombre des <b>conseillers territoriaux</b> de chaque département et de chaque région (n° 2011-871)	06	19
Loi du 15 juin 2011 visant à faciliter la <b>mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France</b> (n° 2011-665)	06	20
Loi du 7 février 2011 relative à la <b>solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement</b> (n° 2011-156)	06	23
Loi du 16 décembre 2010 de <b>réforme des collectivités territoriales</b> (n° 2010-1563)	06	23
■ Loi du 3 juin 2010 relative au <b>Grand Paris</b> (n° 2010-597)	03	6
Loi du 28 mai 2010 pour le <b>développement des sociétés publiques locales</b> (n° 2010-559)	06	25
Loi du 16 février 2010 organisant la <b>concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux</b> (n° 2010-145)	06	26
Loi du 26 octobre 2009 relative au <b>transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers</b> (n° 2009-1291)	06	27
Loi du 7 juillet 2009 modifiant le mode de <b>scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse</b> (n° 2009-832)	06	28
■ Loi du 17 février 2009 pour l' <b>accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés</b> (n° 2009-179)	03	7
■ Loi du 19 décembre 2008 relative à la <b>législation funéraire</b> (n° 2008-1350)	07	36
Loi du 28 juillet 2008 relative aux <b>contrats de partenariat</b> (n° 2008-735)	06	30
Loi du 16 avril 2008 visant à renforcer la <b>coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale</b> par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 2008-352)	06	31

	FICHE	PAGE
<b>COMMERCE, ARTISANAT</b>		
Loi du 20 juillet 2011 de libéralisation des <b>ventes volontaires de meubles aux enchères publiques</b> (n° 2011-850)	07	32
Loi du 23 juillet 2010 relative aux <b>réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services</b> (n° 2010-853)	11	53
Loi du 27 janvier 2010 relative aux <b>délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre</b> (n° 2010-97)	02	3
Loi du 10 août 2009 <b>réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires</b> (n° 2009-974)	11	56
Loi du 4 août 2008 de <b>modernisation de l'économie</b> (n° 2008-776)	11	57
Loi du 26 mai 2008 portant conditions de <b>commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés</b> (n° 2008-491)	11	58
Loi du 3 janvier 2008 pour le <b>développement de la concurrence au service des consommateurs</b> (n° 2008-3)	11	60
<b>CONSOMMATION</b>		
Loi du 7 février 2011 relative à la <b>solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement</b> (n° 2011-156)	06	23
Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2010 portant <b>réforme du crédit à la consommation</b> (n° 2010-737)	11	54
Loi du 4 août 2008 de <b>modernisation de l'économie</b> (n° 2008-776)	11	57
Loi du 8 février 2008 pour le <b>pouvoir d'achat</b> (n° 2008-111)	11	59
<b>COOPÉRATION</b>		
Loi du 27 juillet 2010 relative à l' <b>action extérieure de l'État</b> (n° 2010-873)	01	1
Loi du 16 avril 2008 visant à renforcer la <b>coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale</b> par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 2008-352)	06	31
<b>CULTURE</b>		
Loi du 26 mai 2011 relative au <b>prix du livre numérique</b> (n° 2011-590)	11	51
Loi du 30 septembre 2010 relative à l' <b>équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques</b> (n° 2010-1149)	02	3
Loi du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des <b>têtes maories</b> à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections (n° 2010-501)	02	3
Loi du 27 janvier 2010 relative aux <b>délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre</b> (n° 2010-97)	02	3
<b>DÉFENSE</b>		
Loi du 28 juillet 2011 tendant à faciliter l' <b>utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure</b> (n° 2011-892)	09	43
Loi du 22 juin 2011 relative au <b>contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité</b> (n° 2011-702)	09	43
Loi du 14 mars 2011 relative à la lutte contre la prolifération des <b>armes de destruction massive et de leurs vecteurs</b> (n° 2011-266)	09	44

	FICHE	PAGE
<b>DÉFENSE</b>		
Loi du 5 janvier 2011 relative à la <b>reconversion des militaires</b> (n° 2011-14)	09	44
Loi du 5 janvier 2011 relative à la <b>lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer</b> (n° 2011-13)	09	45
Loi du 20 juillet 2010 tendant à l' <b>élimination des armes à sous-munitions</b> (n° 2010-819)	09	45
Loi du 5 janvier 2010 relative à la <b>reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français</b> (n° 2010-2)	09	46
Loi du 3 août 2009 relative à la <b>gendarmerie nationale</b> (n° 2009-971)	09	46
Loi du 29 juillet 2009 relative à la <b>programmation militaire pour les années 2009 à 2014</b> et portant diverses dispositions concernant la défense (n° 2009-928)	09	46
Loi du 26 mai 2008 relative aux <b>emplois réservés</b> et portant dispositions diverses relatives à la défense (n° 2008-492)	09	47
Loi du 26 mai 2008 ratifiant l'ordonnance du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un <b>dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté</b> et l'ordonnance du 29 mars 2007 relative au <b>personnel militaire</b> modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense (n° 2008-493)	09	47
Loi du 9 octobre 2007 portant création d'une <b>délégation parlementaire au renseignement</b> (n° 2007-1443)	09	47
<b>DIGNITÉ</b>		
Loi du 2 mars 2010 visant à créer une <b>allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie</b> (n° 2010-209)	08	40
<b>DROIT INTERNATIONAL</b>		
Loi du 14 mars 2011 relative à la lutte contre la prolifération des <b>armes de destruction massive et de leurs vecteurs</b> (n° 2011-266)	09	44
Loi du 9 août 2010 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la <b>Cour pénale internationale</b> (n° 2010-930)	07	34
Loi du 20 juillet 2010 tendant à l'élimination des <b>armes à sous-munitions</b> (n° 2010-819)	09	45
<b>ÉCONOMIE NUMÉRIQUE</b>		
Loi du 26 mai 2011 relative au <b>prix du livre numérique</b> (n° 2011-590)	11	51
Loi du 12 mai 2010 relative à l' <b>ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne</b> (n° 2010-476)	11	55
Loi du 17 décembre 2009 relative à la <b>lutte contre la fracture numérique</b> (n° 2009-1572)	11	55
<b>ÉDUCATION</b>		
Loi du 28 septembre 2010 visant à <b>lutter contre l'absentéisme scolaire</b> (n° 2010-1127)	04	9
Loi du 28 octobre 2009 tendant à garantir la <b>parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association</b> lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence (n° 2009-1312)	04	10
Loi du 20 août 2008 portant <b>droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire</b> (n° 2008-790)	04	10

	FICHE	PAGE
<b>ÉGALITÉ HOMMES FEMMES</b>		
Loi du 27 janvier 2011 relative à la <b>représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance</b> et à l' <b>égalité professionnelle</b> (n° 2011-103)	10	48
Loi du 26 février 2008 facilitant l' <b>égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général</b> (n° 2008-175)	10	50
<b>ÉLECTIONS</b>		
Loi du 15 juin 2011 prorogeant le mandat des <b>conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger</b> (n° 2011-663)	06	21
Loi du 26 mai 2011 relative à l' <b>élection des représentants au Parlement européen</b> (n° 2011-575)	06	21
Loi organique du 14 avril 2011 relative à l' <b>élection des députés et sénateurs</b> (n° 2011-410), loi du 14 avril 2011 ratifiant l'ordonnance du 29 juillet 2009 relative à l' <b>élection de députés par les Français établis hors de France</b> (n° 2011-411) et loi du 14 avril 2011 portant <b>simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique</b> (n° 2011-412)	06	22
Loi du 23 février 2010 ratifiant l'ordonnance du 29 juillet 2009 portant <b>répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés</b> (n° 2010-165)	06	26
Loi du 16 février 2010 organisant la <b>concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux</b> (n° 2010-145)	06	26
Loi du 7 juillet 2009 modifiant le <b>mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse</b> (n° 2009-832)	06	28
Loi du 13 janvier 2009 relative à la <b>Commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés</b> (n° 2009-39)	06	29
Loi du 26 février 2008 facilitant l' <b>égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général</b> (n° 2008-175)	10	50
<b>EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
Loi du 28 juillet 2011 pour le <b>développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels</b> (n° 2011-893)	11	51
Loi du 5 janvier 2011 relative à la <b>reconversion des militaires</b> (n° 2011-14)	09	44
Loi du 18 mai 2010 visant à garantir de <b>justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement</b> (n° 2010-499)	11	54
Loi du 24 novembre 2009 relative à l' <b>orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie</b> (n° 2009-1437)	11	55
Loi du 1 <sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le <b>revenu de solidarité active</b> et réformant les politiques d'insertion (n° 2008-1249)	08	41
Loi du 1 <sup>er</sup> août 2008 relative aux <b>droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi</b> (n° 2008-758)	11	58
Loi du 13 février 2008 relative à la <b>réforme de l'organisation du service public de l'emploi</b> (n° 2008-126)	11	59
Loi du 21 août 2007 en faveur du <b>travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat</b> (n° 2007-1223)	11	61
<b>ÉNERGIE</b>		
Loi du 13 juillet 2011 visant à <b>interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique</b> (n° 2011-835)	03	5
Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite " <b>Grenelle II</b> " (n° 2010-788)	03	6
Loi du 7 décembre 2010 portant <b>nouvelle organisation du marché de l'électricité</b> (n° 2010-1488)	11	52

**ÉNERGIE**

- |   | <b>FICHE</b> | <b>PAGE</b> |
|---|--------------|-------------|
| Loi du 7 juin 2010 <b>autorisant les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé</b> (n° 2010-607) | 11           | 54          |
| Loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite " <b>Grenelle I</b> " (n° 2009-967)  | 03           | 7           |
| Loi du 21 janvier 2008 relative aux <b>tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel</b> (n° 2008-66)  | 11           | 59          |

**ENTREPRISES**

- |   |    |    |
|---|----|----|
| Loi du 28 juillet 2011 de <b>financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011</b> (n° 2011-894)                                   | 08 | 38 |
| Loi du 22 octobre 2010 de <b>régulation bancaire et financière</b> (n° 2010-1249)   | 11 | 52 |
| Loi du 15 octobre 2010 complétant les dispositions relatives à la <b>démocratie sociale</b> issues de la loi du 20 août 2008 (n° 2010-1215) | 11 | 53 |

**ÉNERGIE**

- |   |    |    |
|---|----|----|
| Loi du 23 juillet 2010 relative aux <b>réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services</b> (n° 2010-853)                                | 11 | 53 |
| Loi du 15 juin 2010 relative à l' <b>entrepreneur individuel à responsabilité limitée</b> (n° 2010-658)   | 11 | 54 |
| Loi du 18 mai 2010 visant à garantir de <b>justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement</b> (n° 2010-499) | 11 | 54 |
| Loi du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l' <b>accès au crédit des petites et moyennes entreprises</b> (n° 2009-1255)                                 | 11 | 56 |
| Loi du 3 décembre 2008 en faveur des <b>revenus du travail</b> (n° 2008-1258)   | 11 | 57 |
| Loi du 20 août 2008 portant <b>rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail</b> (n° 2008-789)                                     | 11 | 57 |
| Loi du 4 août 2008 de <b>modernisation de l'économie</b> (n° 2008-776)  | 11 | 57 |
| Loi du 3 juillet 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du <b>droit des sociétés</b> au droit communautaire (n° 2008-649)                      | 11 | 58 |

**ENVIRONNEMENT**

- |   |    |   |
|---|----|---|
| Loi du 13 juillet 2011 visant à <b>interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique</b> (n° 2011-835) | 03 | 5 |
| Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite " <b>Grenelle II</b> " (n° 2010-788)  | 03 | 6 |
| Loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite " <b>Grenelle I</b> " (n° 2009-967)  | 03 | 7 |
| Loi du 25 juin 2008 relative aux <b>organismes génétiquement modifiés</b> (n° 2008-595)   | 03 | 8 |
| Loi du 17 décembre 2007 relative au <b>parc naturel régional de Camargue</b> (n° 2007-1773)   | 03 | 8 |

	FICHE	PAGE
<b>FAMILLE</b>		
■ Loi du 28 septembre 2010 visant à <b>lutter contre l'absentéisme</b> scolaire (n° 2010-1127)	04	9
■ Loi du 9 juin 2010 relative à la création des <b>maisons d'assistants maternels</b> et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels (n° 2010-625)	10	49
■ Loi du 2 mars 2010 visant à créer une <b>allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie</b> (n° 2010-209)	08	40
■ Loi du 16 janvier 2009 ratifiant l'ordonnance du 4 juillet 2005 portant <b>réforme de la filiation</b> et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation (n° 2009-61)	07	36
<b>FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE</b>		
■ Loi du 25 janvier 2011 portant réforme de la <b>représentation devant les cours d'appel</b> (n° 2011-94)	07	33
■ Loi du 22 décembre 2010 relative à l' <b>exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires</b> (n° 2010-1609)	07	33
■ Loi du 9 août 2010 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la <b>Cour pénale internationale</b> (n° 2010-930)	07	34
■ Loi organique du 22 juillet 2010 relative à l'application de l' <b>article 65 de la Constitution</b> (n° 2010-830)	06	24
■ Loi organique du 25 mai 2010 prorogeant le <b>mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature</b> (n° 2010-541)	06	25
■ Loi organique du 10 décembre 2009 relative à l'application de l' <b>article 61-1 de la Constitution</b> (n° 2009-1523)	06	27
■ Loi du 24 novembre 2009 <b>pénitentiaire</b> (n° 2009-1436)	07	35
■ Loi du 12 mai 2009 de <b>simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures</b> (n° 2009-526)	07	35
■ Loi du 14 novembre 2008 relative au <b>statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires</b> (n° 2008-1187)	07	36
■ Loi du 17 juin 2008 portant réforme de la <b>prescription en matière civile</b> (n° 2008-561)	07	36
■ Loi du 30 octobre 2007 instituant un <b>Contrôleur général des lieux de privation de liberté</b> (n° 2007-1545)	07	37
■ Loi du 29 octobre 2007 de <b>lutte contre la contrefaçon</b> (n° 2007-1544)	07	37
<b>FONCTION PUBLIQUE</b>		
■ Loi du 15 juin 2011 actualisant l'ordonnance du 4 janvier 2005 portant <b>statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs</b> (n° 2011-664)	06	20
■ Loi du 31 mai 2011 relative au <b>maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement</b> (n° 2011-606)	06	21
■ Loi organique du 10 novembre 2010 relative à la <b>limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire</b> (n° 2010-1341)	11	52
■ Loi du 5 juillet 2010 relative à la <b>renovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique</b> (n° 2010-751)	06	25
■ Loi du 3 août 2009 relative à la <b>mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique</b> (n° 2009-972)	06	27

	FICHE	PAGE
<b>HÔPITAL</b>		
Loi du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (n° 2011-940)	08	38
Loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (n° 2011-803)	08	39
Loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (n° 2009-879)	08	41
<b>IMMIGRATION, INTÉGRATION</b>		
Loi du 16 juin 2011 relative l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (n° 2011-672)	01	1
Loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 2007-1631)	01	2
<b>INSTITUTIONS</b>		
Loi organique et loi du 29 mars 2011 relatives au Défenseur des droits (n° 2011-333 et n° 2011-334)	06	22
Loi du 3 février 2011 tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques (n° 2011-140)	06	23
Loi organique et loi du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (n° 2010-838 et n° 2010-837)	06	24
Loi organique du 28 juin 2010 relative au Conseil économique, social et environnemental (n° 2010-704)	06	25
Loi du 12 avril 2010 visant à proroger le mandat du Médiateur de la République (n° 2010-372)	06	25
Loi organique du 3 août 2009 prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental (n° 2009-966)	06	28
Loi du 15 juin 2009 tendant à modifier l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative (n° 2009-689)	06	28
Loi organique du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution (n° 2009-403)	06	29
Loi organique du 13 janvier 2009 portant application de l'article 25 de la Constitution (n° 2009-38)	06	29
Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la V <sup>e</sup> République (n° 2008-724)	06	30
Loi organique du 15 juillet 2008 relative aux archives du Conseil constitutionnel et loi du 15 juillet 2008 relative aux archives (n° 2008-695 et n° 2008-696)	06	30
Loi du 14 novembre 2008 relative au statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires (n° 2008-1187)	07	36
Loi constitutionnelle du 4 février 2008 modifiant le titre XV de la Constitution (n° 2008-103)	06	31
<b>INTERNET</b>		
Loi du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (n° 2010-476)	11	55
Loi du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet (n° 2009-1311)	02	4
Loi du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet (n° 2009-669)	02	4
<b>JEUNESSE</b>		
Loi du 10 mars 2010 relative au service civique (n° 2010-241)	10	50

	FICHE	PAGE
<b>JURIDICTIONS FINANCIÈRES</b>		
Loi du 28 octobre 2008 relative à la <b>Cour des comptes</b> et aux <b>chambres régionales des comptes</b> (n° 2008-1091)	06	30
<b>LIBERTÉS PUBLIQUES, DROITS FONDAMENTAUX</b>		
Loi du 14 avril 2011 relative à la <b>garde à vue</b> (n° 2011-392)	07	33
Loi organique et loi du 29 mars 2011 relatives au <b>Défenseur des droits</b> (n° 2011-333 et n° 334)	06	22
Loi du 11 octobre 2010 <b>interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public</b> (n° 2010-1192)	10	49
Loi organique du 22 juillet 2010 relative à l' <b>application de l'article 65 de la Constitution</b> (n° 2010-830)	06	24
Loi organique du 10 décembre 2009 relative à l' <b>application de l'article 61-1 de la Constitution</b> (n° 2009-1523)	06	27
Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de <b>modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République</b> (n° 2008-724)	06	30
Loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la <b>lutte contre les discriminations</b> (n° 2008-496)	10	50
<b>LOGEMENT</b>		
Loi du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux <b>quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer</b> (n° 2011-725)	06	20
Loi du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de <b>détecteurs de fumée</b> dans tous les lieux d'habitation (n° 2010-238)	09	45
Loi du 25 mars 2009 de <b>mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion</b> (n° 2009-323)	03	7
<b>MÉDIAS</b>		
Loi du 20 juillet 2011 relative à la <b>régulation du système de distribution de la presse</b> (n° 2011-852)	02	3
Loi du 4 janvier 2010 relative à la <b>protection du secret des sources des journalistes</b> (n° 2010-1)	07	35
Loi du 5 mars 2009 relative à la <b>communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision</b> (n° 2009-258)	02	4
Loi organique du 5 mars 2009 relative à la <b>nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France</b> (n° 2009-257)	02	4
<b>OUTRE-MER</b>		
Loi organique du 1 <sup>er</sup> août 2011 relative au <b>fonctionnement des institutions de la Polynésie française</b> (n° 2011-918)	06	19
Loi organique du 27 juillet 2011 relative aux <b>collectivités régies par l'article 73 de la Constitution</b> (n° 2011-883) et loi du 27 juillet 2011 relative aux <b>collectivités territoriales de Guyane et de Martinique</b> (n° 2011-884)	06	19
Loi organique du 25 juillet 2011 modifiant l'article 121 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la <b>Nouvelle-Calédonie</b> (n° 2011-870)	06	20
Loi du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux <b>quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer</b> (n° 2011-725)	06	20
Loi du 15 juin 2011 actualisant l'ordonnance du 4 janvier 2005 portant <b>statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs</b> (n° 2011-664)	06	20
Loi organique du 19 avril 2011 tendant à l'approbation d'accords entre l' <b>État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française</b> (n° 2011-416)	06	21

	FICHE	PAGE
<b>OUTRE-MER</b>		
Loi organique et loi du 7 décembre 2010 relatives au <b>Département de Mayotte</b> (n° 2010-1486 et n° 2010-1487)	06	24
Loi organique du 25 janvier 2010 tendant à permettre à <b>Saint-Barthélemy</b> d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans (n° 2010-93) et loi organique du 25 janvier 2010 modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à <b>Saint-Martin</b> (n° 2010-92)	06	26
Loi organique et loi du 3 août 2009 relatives à l'évolution institutionnelle de la <b>Nouvelle-Calédonie</b> et à la départementalisation de <b>Mayotte</b> (n° 2009-969 et n° 2009-970)	06	28
Loi du 27 mai 2009 pour le <b>développement économique des outre-mer</b> (n° 2009-594)	06	29
Loi organique du 13 janvier 2009 portant application de l' <b>article 25 de la Constitution</b> (n° 2009-38)	06	29
Loi du 26 mai 2008 ratifiant l'ordonnance du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à <b>Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna</b> (n° 2008-490)	06	30
Loi organique et loi du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la <b>stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française</b> (n° 2007-1719 et n° 2007-224)	06	31
<b>POLITIQUE PÉNALE, PROTECTION DES VICTIMES</b>		
Loi du 10 août 2011 sur la <b>participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs</b> (n° 2011-939)	07	32
Loi du 14 avril 2011 relative à la <b>garde à vue</b> (n° 2011-392)	07	33
Loi du 9 juillet 2010 relative aux <b>violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants</b> (n° 2010-769)	07	34
Loi du 9 juillet 2010 visant à faciliter la <b>saisie et la confiscation en matière pénale</b> (n° 2010-768)	07	34
Loi du 10 mars 2010 tendant à <b>amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale</b> (n° 2010-242)	07	34
Loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les <b>violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public</b> (n° 2010-201)	09	45
Loi du 8 février 2010 tendant à inscrire l' <b>inceste</b> commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des <b>victimes d'actes incestueux</b> (n° 2010-121)	07	35
Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2008 créant de <b>nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines</b> (n° 2008-644)	07	36
Loi du 25 février 2008 relative à la <b>rétenion de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental</b> (n° 2008-174)	07	37
Loi du 13 novembre 2007 relative à la <b>lutte contre la corruption</b> (n° 2007-1598)	07	37
Loi du 10 août 2007 renforçant la <b>lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs</b> (n° 2007-1198)	07	37
<b>POLITIQUE PÉNITENTIAIRE</b>		
Loi du 24 novembre 2009 <b>pénitentiaire</b> (n° 2009-1436)	07	35
Loi du 30 octobre 2007 instituant un <b>Contrôleur général des lieux de privation de liberté</b> (n° 2007-1545)	07	37
<b>PROFESSIONS JUDICIAIRES, JURIDIQUES ET RÈGLEMENTÉES</b>		
Loi du 20 juillet 2011 de <b>libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques</b> (n° 2011-850)	07	32
Loi du 28 mars 2011 de <b>modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées</b> (n° 2011-331)	07	33

	FICHE	PAGE
<b>PROFESSIONS JUDICIAIRES, JURIDIQUES ET RÉGLEMENTÉES</b>		
Loi du 22 décembre 2010 relative à l' <b>exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires</b> (n° 2010-1609)	07	33
Loi du 9 juin 2010 visant à encadrer la <b>profession d'agent sportif</b> (n° 2010-626)	10	49
<b>PORTS</b>		
Loi du 4 juillet 2008 portant <b>réforme portuaire</b> (n° 2008-660)	03	8
<b>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE</b>		
Loi du 28 octobre 2009 relative à la <b>protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet</b> (n° 2009-1311)	02	4
Loi du 12 juin 2009 favorisant la <b>diffusion et la protection de la création sur Internet</b> (n° 2009-669)	02	4
Loi du 29 octobre 2007 de <b>lutte contre la contrefaçon</b> (n° 2007-1544)	07	37
<b>RÉFORME DU DROIT, SIMPLIFICATION DES NORMES</b>		
Loi du 14 avril 2011 portant <b>simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique</b> (n° 2011-412)	06	22
Loi du 17 mai 2011 de <b>simplification et d'amélioration de la qualité du droit</b> (n° 2011-525)	07	32
Loi du 14 avril 2011 relative à la <b>garde à vue</b> (n° 2011-392)	07	33
Loi du 12 mai 2009 de <b>simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures</b> (n° 2009-526)	07	35
Loi du 17 juin 2008 portant réforme de la <b>prescription en matière civile</b> (n° 2008-561)	07	36
Loi du 20 décembre 2007 relative à la <b>simplification du droit</b> (n° 2007-1787)	07	37
<b>RELANCE DE L'ÉCONOMIE</b>		
Loi du 9 mars 2010 de finances rectificative (I) pour 2010 ( <b>investissements d'avenir</b> ) (n° 2010-237)	05	14
Loi du 17 février 2009 pour l' <b>accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés</b> (n° 2009-179)	03	7
Loi du 4 février 2009 de finances rectificative (I) pour 2009 ( <b>plan de relance</b> ) (n° 2009-122)	05	17
<b>SANTÉ</b>		
Loi du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l' <b>hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires</b> (n° 2011-940)	08	38
Loi du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la <b>médecine du travail</b> (n° 2011-687)	08	39
Loi du 7 juillet 2011 relative à la <b>bioéthique</b> (n° 2011-814)	08	39
Loi du 5 juillet 2011 relative aux <b>droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge</b> (n° 2011-803)	08	39
Loi du 30 juin 2010 tendant à suspendre la commercialisation de <b>biberons produits à base de bisphénol A</b> (n° 2010-729)	08	40
Loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l' <b>hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires</b> (n° 2009-879)	08	41
Loi du 15 avril 2008 ratifiant l'ordonnance du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du <b>médicament</b> (n° 2008-337)	08	42
Loi du 8 février 2008 relative aux <b>personnels enseignants de médecine générale</b> (n° 2008-112)	04	11

**SÉCURITÉ**

Loi du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des **sapeurs-pompiers volontaires** et à son cadre juridique (n° 2011-851)

09 43

Loi du 14 mars 2011 d'**orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** (n° 2011-267)

09 44

Loi du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de **détecteurs de fumée** dans tous les lieux d'habitation (n° 2010-238)

09 45

Loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les **violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public** (n° 2010-201)

09 45

Loi du 3 août 2009 relative à la **gendarmerie nationale** (n° 2009-971)

09 46

Loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi du 23 janvier 2006 relative à la **lutte contre le terrorisme** et portant dispositions diverses relatives à la **sécurité** et aux **contrôles frontaliers** (n° 2008-1245)

09 46

Loi du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les **chiens dangereux** (n° 2008-582)

09 46

Loi du 13 février 2008 relative à la **sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction** (n° 2008-136)

09 47

**SÉCURITÉ SOCIALE**

Loi du 28 juillet 2011 de **financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011** (n° 2011-894)

08 38

Loi du 20 décembre 2010 de **financement de la sécurité sociale pour 2011** (n° 2010-1594)

08 40

Loi organique du 13 novembre 2010 relative à la **gestion de la dette sociale** (n° 2010-1380)

08 40

Loi du 24 décembre 2009 de **financement de la sécurité sociale pour 2010** (n° 2009-1646)

08 41

Loi du 17 décembre 2008 de **financement de la sécurité sociale pour 2009** (n° 2008-1330)

08 41

Loi du 19 décembre 2007 de **financement de la sécurité sociale pour 2008** (n° 2007-1786)

08 42

Loi du 17 décembre 2007 permettant la **recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés** (n° 2007-1775)

11 60

**SERVICE PUBLIC**

Loi du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'**hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** (n° 2011-940)

08 38

Loi du 7 février 2011 relative à la **solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** (n° 2011-156)

06 23

Loi du 7 décembre 2010 portant **nouvelle organisation du marché de l'électricité** (n° 2010-1488)

11 52

Loi du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique **La Poste** et aux **activités postales** (n° 2010-123)

11 55

Loi du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des **transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports** (n° 2009-1503)

03 6

Loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'**hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** (n° 2009-879)

08 41

Loi du 5 mars 2009 relative à la **communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** (n° 2009-258)

02 4

Loi du 20 août 2008 portant **droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** (n° 2008-790)

04 10

	FICHE	PAGE
<b>SERVICE PUBLIC</b>		
Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2008 relative à l'organisation des <b>transports scolaires en Île-de-France</b> (n° 2008-643)	03	8
Loi du 13 février 2008 relative à la <b>réforme de l'organisation du service public de l'emploi</b> (n° 2008-126)	11	59
Loi du 21 janvier 2008 relative aux <b>tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel</b> (n° 2008-66)	11	59
Loi du 21 août 2007 sur le <b>dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs</b> (n° 2007-1224)	11	60
<b>SOLIDARITÉ</b>		
Loi du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des <b>maisons départementales des personnes handicapées</b> et portant diverses dispositions relatives à la <b>politique du handicap</b> (n° 2011-901)	08	38
Loi du 7 février 2011 relative à la <b>solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement</b> (n° 2011-156)	06	23
Loi du 9 novembre 2010 portant <b>réforme des retraites</b> (n° 2010-1330)	11	52
Loi du 7 juin 2010 <b>autorisant les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé</b> (n° 2010-607)	11	54
Loi du 25 mars 2009 de <b>mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion</b> (n° 2009-323)	03	7
Loi du 16 avril 2008 relative à la <b>journée de solidarité</b> (n° 2008-351)	08	42
Loi du 1 <sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le <b>revenu de solidarité active</b> et réformant les politiques d'insertion (n° 2008-1249)	08	41
<b>SPORTS</b>		
Loi du 1 <sup>er</sup> juin 2011 relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l' <b>UEFA en 2016</b> (n° 2011-617)	10	48
Loi du 9 juin 2010 visant à encadrer la <b>profession d'agent sportif</b> (n° 2010-626)	10	49
Loi du 3 juillet 2008 relative à la lutte contre le <b>trafic de produits dopants</b> (n° 2008-650)	10	50
<b>TOURISME</b>		
Loi du 10 août 2009 <b>réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires</b> (n° 2009-974)	11	56
Loi du 22 juillet 2009 de <b>développement et de modernisation des services touristiques</b> (n° 2009-888)	11	56
<b>TRANSPORTS</b>		
Loi du 7 avril 2008 relative à la <b>nationalité des équipages de navires</b> (n° 2008-324)	01	1
Loi du 3 juin 2010 relative au <b>Grand Paris</b> (n° 2010-597)	03	6
Loi du 8 décembre 2009 relative à l' <b>organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports</b> (n° 2009-1503)	03	6
Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2008 relative à l'organisation des <b>transports scolaires en Île-de-France</b> (n° 2008-643)	03	8

**TRAVAIL, RELATIONS SOCIALES**

■	Loi du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la <b>médecine du travail</b> (n° 2011-687)	08	39
■	Loi du 9 novembre 2010 portant <b>réforme des retraites</b> (n° 2010-1330)	11	52
■	Loi du 15 octobre 2010 complétant les dispositions relatives à la <b>démocratie sociale</b> issues de la loi du 20 août 2008 (n° 2010-1215)	11	53
■	Loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du <b>dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique</b> (n° 2010-751)	06	25
■	Loi du 20 août 2008 portant rénovation de la <b>démocratie sociale</b> et réforme du temps de travail (n° 2008-789)	11	57
■	Loi du 1 <sup>er</sup> août 2008 relative aux <b>droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi</b> (n° 2008-758)	11	58
■	Loi du 25 juin 2008 portant <b>modernisation du marché du travail</b> (n° 2008-596)	11	58
■	Loi du 16 avril 2008 relative à l' <b>extension du chèque emploi associatif</b> (n° 2008-350)	11	58
■	Loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 2008-126)	11	59
■	Loi du 21 janvier 2008 ratifiant l'ordonnance du 12 mars 2007 relative au <b>code du travail</b> (n° 2008-67)	11	59
■	Loi du 21 août 2007 en faveur du <b>travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat</b> (n° 2007-1223)	11	61

**UNION EUROPÉENNE**

■	Loi du 26 mai 2011 relative à l' <b>élection des représentants au Parlement européen</b> (n° 2011-575)	06	21
■	Loi du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d' <b>adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques</b> (n° 2011-302)	11	51
■	Loi du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d' <b>adaptation de la législation au droit de l'Union européenne</b> (n° 2011-12)	03	5
■	Loi du 1 <sup>er</sup> août 2008 relative à la <b>responsabilité environnementale</b> et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 2008-757)	03	7
■	Loi du 3 juillet 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du <b>droit des sociétés</b> au droit communautaire (n° 2008-649)	11	58
■	Loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la <b>lutte contre les discriminations</b> (n° 2008-496)	10	50
■	Loi du 16 avril 2008 visant à renforcer la <b>coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale</b> par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 2008-352)	06	31
■	Loi du 15 avril 2008 ratifiant l'ordonnance du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du <b>médicament</b> (n° 2008-337)	08	42
■	Loi constitutionnelle du 4 février 2008 modifiant le <b>titre XV de la Constitution</b> (n° 2008-103)	06	31
■	Loi du 30 janvier 2008 relative à la <b>mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur</b> (n° 2008-89)	11	59
■	Loi du 17 décembre 2007 portant diverses dispositions d' <b>adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier</b> (n° 2007-1774)	11	60

**UNIVERSITÉ, RECHERCHE**

Loi du 13 décembre 2010 relative aux **activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire** (n° 2010-1536)

04 9

Loi du 18 mai 2010 tendant à permettre **le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** (n° 2010-500)

04 9

Loi du 7 juillet 2009 portant création d'une **première année commune aux études de santé** et facilitant la réorientation des étudiants (n° 2009-833)

04 10

Loi du 3 juin 2008 relative aux **opérations spatiales** (n° 2008-518)

04 10

Loi du 8 février 2008 relative aux **personnels enseignants de médecine générale** (n° 2008-112)

04 11

Loi du 10 août 2007 relative aux **libertés et responsabilités des universités** (n° 2007-1199)

04 11

**VIE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

Loi du 22 octobre 2010 de **régulation bancaire et financière** (n° 2010-1249)

11 52

Loi du 12 mai 2010 relative à l'**ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne** (n° 2010-476)

11 55

Loi du 18 juin 2009 relative à l'**organe central des caisses d'épargne et des banques populaires** (n° 2009-715)

11 57